

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1975

Mémoire de géopolitique

du Commandant David FREDERICKS

dans le cadre de l'étude dirigée

« Les fondements de la politique étrangère des États-Unis »

Directeur : Mme Denise ARTAUD
du CNRS

6 avril 2001

1. Titre : La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1975
2. CDT (air) David FREDERICKS de l'Australie
3. Date de rédaction : 9 février 2001
4. Division D
5. Nature du travail : Mémoire de géopolitique
6. Synthèse du document : Pendant et après la Guerre, la politique étrangère des États-Unis a été mise en œuvre dans tout le monde à des degrés variables. Ce mémoire examine les intérêts des États-Unis et la mise en œuvre de leur politique étrangère dans le Pacifique sud depuis 1975, considérant les deux périodes distinctes avant et après la fin de la Guerre froide. Il vise à souligner comment la mise en œuvre de cette politique a été utilisée par les gouvernements américains successifs dans une région très isolée du monde.
7. Mots clés : politique étrangère, États-Unis, Pacifique sud, intérêts stratégiques, intérêts économiques

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis
dans le Pacifique sud depuis 1975

Sommaire

Partie I :

Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud

Partie II :

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le
Pacifique sud de la fin de la guerre du Vietnam à la fin de la
guerre froide
(1975 - 1992)

Partie III :

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le
Pacifique sud depuis la fin de la guerre froide
(1992 - 2000)

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1975

Table des matières

Introduction	1
Avant propos	3
La définition du Pacifique sud	3
Partie I : Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud	4
1.1 Les origines des intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud	4
1.2 Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud pendant la Guerre froide	5
1.21 Les intérêts stratégiques des États-Unis pendant la Guerre froide	5
1.22 Les intérêts économiques des États-Unis pendant la Guerre froide	7
1.3 Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud après la Guerre froide	9
Partie II : La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud de la fin de la guerre du Vietnam à la fin de la guerre froide (1975 - 1992)	10
2.1 La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud pendant la Guerre froide avant 1975	10
2.2 La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud de 1975 à 1992	11
2.21 Le premier cycle : La continuation de la période d'indifférence totale américaine de 1975 à 1976	11
2.22 Le second cycle : L'attention toute nouvelle des États-Unis dans le Pacifique sud de 1977 à 1981	14
2.23 Le troisième cycle : Le retour de l'indifférence totale américaine de 1981 à 1987	21
2.24 Le quatrième cycle : L'attention retrouvée des États-Unis envers le Pacifique sud de 1987 à 1992	22
Partie III : La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis la fin de la guerre froide (1992 - 2000)	33
3.1 Les actions des États-Unis envers le Pacifique sud de 1992 à 2000	34

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1975

Table des matières (suite)

3.2	La politique étrangère américaine envers le Pacifique sud de 1992 à 2000 : une mise en œuvre ou l'absence d'une politique régionale?	37
3.21	Une mise en œuvre en cascade d'une politique américaine envers le Pacifique sud ?	37
3.22	Une absence de politique américaine envers le Pacifique sud ?	39
3.23	Les États-Unis, le Pacifique sud et la source de leurs liens depuis 1992	40
	Conclusion	41
	La Bibliographie	
	Annexes :	
A.	Les 22 pays et chaînes d'îles qui forment le Pacifique sud	
B.	Une carte des pays et chaînes d'îles qui forment le Pacifique sud	
C.	Un sommaire de la politique étrangère américaine depuis 1945	

« À la fin de 1991, toutefois, je me suis moins inquiété pour l'action américaine au monde que pour un manque d'action. Je n'étais pas inquiet à propos d'un retour au même type de l'isolationnisme des États-Unis que nous avons connu entre les deux guerres mondiales. Mais je n'ai pas pensé que nous pourrions présumer que les Américains continueraient forcément à s'intéresser au monde de la même façon que dans le passé ou dans la forme qui profiterait le plus à l' Australie et à cette région. ... À mon avis, il était impératif que les États-Unis continuent à s'engager dans tout le Pacifique du point de vue politique, économique et stratégique. » ¹

- Paul Keating, Premier ministre d'Australie de 1991 à 1996

¹ KEATING Paul, Engagement : Australia faces the Asia-Pacific, Sydney ; Pan MacMillan Australia, 2000, p. 26.

La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1975

Introduction

Pendant les vingt-cinq dernières années, on a écrit beaucoup au sujet de la politique étrangère des États-Unis. Au milieu des années soixante-dix, les analystes politiques émettaient une hypothèse à propos des conséquences du retrait des forces américaines du Vietnam sur la prédominance continue des États-Unis sur la scène politique internationale. Au cours des années restantes de la guerre froide de 1975 à 1992, des analystes ont continuellement considéré les implications stratégiques des régions de l'Europe et de l'Asie à la quête politique autonome des États-Unis de limiter l'expansion du communisme dans ces régions et le monde entier. Dernièrement, depuis 1992, le centre d'intérêt a été fixé sur l'importance stratégique de l'espace Asie-Pacifique aux ambitions politiques des États-Unis, comme la seule superpuissance qui reste, à créer « un ordre du Nouveau Monde » des cendres de la guerre froide.¹

Bien qu'il n'y ait aucun doute sur l'importance de la région Asie-Pacifique pour la politique étrangère des États-Unis pendant cette période récente, on doit rappeler que cette région est immense, s'étendant sur les côtes de l'océan Pacifique et dans la région asiatique, sur une largeur de 200 degrés de longitude.² La question que l'on doit poser est de savoir si tous les pays de cette immense espace ont été considérés en parts d'égalité d'importance par la politique étrangère des États-Unis dans cette période ? Une réflexion sur cette question par une critique rapide de la littérature politique disponible montre bien que, en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans la région, le titre « Asie-Pacifique » est peut être une appellation trompeuse. Communément employé dans cette littérature politique, ce titre fait allusion essentiellement:

- a. aux nations asiatiques qui s'étendent de la Chine et du Japon au Nord à l'Indonésie au Sud, et

¹ MORLEY James W., « The new world in the Pacific » in Morley James W. (ed.), *The Pacific Basin : New challenges for the United States*, New York ; The Academy of Political Science, 1986, p. 1.

² SEGAL Gerald, « A Pacific century ? » in BAYLIS John et RENGERR N.J. (eds), *Dilemmas of world politics : International issues in a changing world* ; Oxford, Clarendon, 1992, p. 407.

- b. aux nations de la ceinture du Pacifique qui encerclent l'océan Pacifique, comprenant particulièrement les pays de l'Amérique du Sud, des États-Unis, du Canada, de la Fédération de Russie, des Philippines, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.³

D'une manière importante, il est évident qu'il y a une autre sous-région qui existe en fait dans cette région, mais qui est absente de cette définition générale des pays de la région de l'Asie-Pacifique. Cette sous-région qui est ignorée inclut un groupement de toutes les îles situées au sud-ouest et au milieu de l'océan Pacifique, souvent appelée « le Pacifique sud ».

La question suivante qu'on doit poser est, s'il est admis que la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans la région « Asie-Pacifique » depuis 1975 n'a pas forcément englobé tous les pays de la région, jusqu'à quel niveau cette politique a-t-elle été appliquée à la région du Pacifique sud au sud-ouest et au milieu de l'océan Pacifique pendant cette période ? Par conséquent, ce mémoire répondra à cette question, examinant :

- a. les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud ;
- b. la mise en œuvre de la politique étrangère américaine dans la région du Pacifique sud depuis 1975, considérant les deux périodes distinctes :
 - 1. tout d'abord, de 1975 à 1992, pendant la période de la fin de la guerre du Vietnam à la fin de la guerre froide ; et
 - 2. puis, de 1992 à 2000, pendant la période depuis la fin de la guerre froide.

³ DORRANCE John C., *The United States and the Pacific Islands*, Connecticut ; Praeger, 1992, p. 1.

Avant propos

Avant de commencer une analyse de la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans la région du Pacifique sud en entier depuis 1975, il convient de définir les pays et les îles qui forment la région du Pacifique sud.

La définition du Pacifique sud

Parmi les spécialistes en géographie du monde, il y a une variété d'opinions sur la nomenclature appropriée de la région située au sud et au milieu de l'océan Pacifique, entre l'Asie à l'ouest et l'Amérique à l'est.¹ Ces opinions sont aussi différentes au sujet des pays et des îles qui constituent cette région. Les spécialistes américains parfois font allusion à cette zone comme « le Pacifique sud », mais comprennent l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ainsi que les divers groupements des îles qui forment les trois divisions ethnographiques insulaires de la Mélanésie, de la Micronésie et de la Polynésie.² L'Australie et la Nouvelle Zélande quelquefois appellent cette même région « le Pacifique sud » ou « le Pacifique sud-ouest », avec ce dernier titre souvent employé pour concentrer ces deux pays au cœur de cette zone. Au même moment, les spécialistes japonais et français utilisent le titre de « l'Océanie » pour décrire cette zone comme une des cinq parties du monde, mais cette définition n'inclut pas toujours l'Australie ou la Nouvelle Zélande.³ Dans ce mémoire, le titre « le Pacifique sud » sera employé pour décrire cette région, sans l'Australie et la Nouvelle Zélande, comme elle est définie par la Communauté du Pacifique.⁴

En utilisant le titre « le Pacifique sud » dans ce mémoire, il faut aussi définir les pays constituants de la région. La définition de la Communauté du Pacifique inclut les 21 pays et chaînes d'îles qui forment la Mélanésie, la Micronésie et la Polynésie ainsi que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, mais exclut l'Australie et la Nouvelle Zélande.⁵ Une liste complète des pays et des îles qui forment le Pacifique sud (classée par leurs statuts politiques) est présentée à l'annexe A, avec une carte de cette région à l'Annexe B.

¹ Dictionnaire encyclopédique 2000, Paris ; Larousse, 1999, p. 1104.

² Il est intéressant que des îles de la Micronésie et de la Polynésie sont situées au nord de l'équateur, mais elles sont considérées comme des membres du Pacifique sud à cause de leurs groupements régionaux.

³ HOADLEY Steve, *The South Pacific Foreign Affairs Handbook*, Sydney ; Allen & Unwin, 1992, p. 4.

⁴ Cette organisation apolitique était appelée auparavant la Commission du Pacifique sud ou « the South Pacific Commission » en anglaise.

⁵ Australian Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), page pour le Pacifique sud, <http://www.dfat.gov.au/geo/spacific/index.html>, le site de l'Internet du DFAT; Canberra, 2000.

Partie I : Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud

1.1 Les origines des intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud

Les origines des intérêts stratégiques et économiques des États-Unis dans la région du Pacifique sud peuvent être retracées au début du XIX^e siècle. À cette époque, ces intérêts étaient fondés principalement sur le rapport géographique des îles de cette région aux autres régions plus importantes plutôt que sur l'importance de la région du Pacifique sud elle-même. Ces îles, particulièrement au nord de la région du Pacifique sud, ont représenté des escales indispensables pour les navires marchands américains qui ont navigué entre les États-Unis, l'Asie et l'Australie, et ont été utilisées par les missionnaires américains et les navires américains de pêche à la baleine qui ont opéré dans la région.⁶

À la fin du XIX^e siècle, les États-Unis sont entrés dans leur brève époque d'aspirations coloniales, avec une attraction pour le Pacifique sud.⁷ En 1898, les États-Unis ont annexé les îles Hawaï, ont envahi Guam de l'ex-empire d'Espagne pendant la guerre Hispano-américaine et, en 1899 ont acquis des îles de l'archipel Samoa après une répartition du territoire samoane avec l'Allemagne.⁸ Pendant les quatre premières décennies du XX^e siècle, ces trois groupements d'îles ont satisfait les besoins stratégiques des États-Unis au nord-est, au nord-ouest et au sud du Pacifique respectivement, et lui ont fourni des avant-postes sur la route commerciale de l'Extrême-Orient.⁹

Pendant la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont d'abord perdu et puis ont reconquis Guam contre le Japon. Ils ont aussi pris le contrôle des autres îles japonaises de Micronésie, une chaîne d'îles qui a été sous mandat japonais depuis la Société des Nations en 1919. En 1947, le contrôle de ces îles a pris la forme d'un territoire stratégique de l'Organisation des Nations unies (l'ONU) sous tutelle des États-Unis.¹⁰

⁶ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 60.

⁷ KISTE Robert C., « The United States and the Pacific Islands » in BAKER Richard W. (ed.) *The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States*, Connecticut ; Praeger, 1994, p. 109.

⁸ ROSKIN Michael et BERRY Nicholas, *IR : An introduction to international relations*, New Jersey ; Prentice-Hall, 1990, p. 29.

⁹ WHITE Donald W., *The American century : The rise and decline of the United States as a world power*, New Haven ; Yale University Press, 1996, p. 18.

¹⁰ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », op. cit. p. 107.

1.2 Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud pendant la Guerre froide

Au cours de la Guerre froide, les intérêts des États-Unis ont découlé en grande partie de leurs intérêts stratégiques dans les régions de l'Asie de l'est et l'Australie et la Nouvelle-Zélande, et ont été généralement d'une moindre importance que dans les autres régions mondiales.¹¹ Il y avait également les intérêts économiques, secondaires comparativement aux intérêts stratégiques.

1.21 Les intérêts stratégiques des États-Unis pendant la Guerre froide

Le Pacifique sud constituait l'intérêt stratégique principal des États-Unis dans la région pendant la Guerre froide, et il peut être découlé des quatre facteurs fondamentaux et interdépendants suivants :¹²

1.211 La « dénégaration stratégique » et la perception du Pacifique sud comme région d'influence occidentale exclusive

Dans la période suivant la seconde guerre mondiale, le monde est entré dans une époque de rivalités bipolaires entre les États-Unis et l'Union soviétique.¹³ Pour le Pacifique sud, la combinaison de son héritage colonial, le contrôle américain des îles et des territoires stratégiques sous tutelle, en plus du contrôle du reste du Pacifique sud par les alliés des États-Unis de l'époque de la Guerre froide a signifié qu'il a été principalement aligné sur le monde occidental.¹⁴ Aux États-Unis, la préservation de cette influence occidentale exclusive était considérée essentielle pour l'exclusion de cette région de toutes les puissances potentiellement hostiles aux États-Unis, comme l'URSS et ses pays satellites, ainsi que la maintenance de la perception des États-Unis comme une puissance globale dans le Pacifique du sud. Après le début de la Guerre froide en 1945, les États-Unis ont adopté une politique de « dénégaration stratégique »¹⁵ comme « la pierre angulaire de leur politique étrangère officielle » envers la région du Pacifique sud.¹⁶ L'existence de cette politique officielle deviendrait plus tard une

¹¹ DORRANCE John C., *Oceania and the United States : An analysis of US interests and policy in the South Pacific*, Washington D.C. ; National Defence University, 1980, p. 33.

¹² Ibid.

¹³ Annexe C de ce mémoire élabore sur la politique étrangère américaine depuis 1945, et en particulier, elle considère la Guerre froide plus en détail.

¹⁴ FRY Greg, « At the margin : the South Pacific and changing world order » in LEAVER Richard and Richardson J.L. (eds) *The post-Cold War order : Diagnoses and prognoses*, Canberra ; Allen & Unwin, 1993, p. 227.

¹⁵ La dénégaration stratégique veut dire strategic denial en anglais.

¹⁶ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », loc. cit.

considération principale dans la mise en œuvre de la politique étrangère américaine à la région.

1.212 La présence continue des États-Unis dans la région

Avec la présence continue des États-Unis dans la région sous forme des Samoa américaines, de Guam et de territoires sous leur tutelle, les États-Unis ont eu des raisons primordiales pour la préservation de leur intérêt dans la région. Ces îles ont matérialisé la réalité d'une présence américaine dans le Pacifique sud et, plus important encore, elles ont fourni des bases stratégiques primordiales pour les États-Unis pendant la guerre froide.¹⁷

L'isolement de quelques îles américaines et l'emplacement stratégique d'autres ont rendu ces îles très attrayantes pour les États-Unis pendant la période de la guerre froide. D'abord, comme la France et le Royaume-Uni dans leurs régions de contrôle dans le Pacifique sud pendant cette période, les États-Unis ont mené de nombreux essais nucléaires atmosphériques dans leurs territoires. Les essais américains des bombes atomiques et à hydrogène ont eu lieu aux îles Marshall au-dessus l'atoll de Bikini et Enewatak de 1946 à 1958, et puis après 1958 sur l'atoll Johnston. Les États-Unis ont aussi trouvé d'autres rôles stratégiques pour ces îles. Guam a fourni une base stratégique pour des B52 bombardiers américains allant attaquer le Vietnam. Kwajalein, aux îles Marshall, a servi de base pour des B52 bombardiers américains porteurs d'armes nucléaires et de terrain d'essai principal pour le programme américain de missiles balistiques.¹⁸

1.213 La région et les lignes américaines de communication

Tout en ayant fourni aux États-Unis les bases stratégiques essentielles près de l'Asie, le Pacifique du sud a également contenu l'intérêt américain essentiel des voies de communication maritimes et aériennes en Asie, en Australie, à la Nouvelle Zélande et dans l'Océan indien.¹⁹ Outre l'importance commerciale de ces routes, celles-ci représentaient également une importance stratégique, car les États-Unis ne pourraient pas raisonnablement compter maintenir leur capacité de projeter leur puissance en Asie, en Australie et en Océan indien. En tant que tels, avec des rivalités de la Guerre froide jouant dans la région asiatique, ces routes maritimes et aériennes à travers les îles Pacifiques étaient les liens critiques avec les deux alliés des États-Unis au sud de l'Asie

¹⁷ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 63.

¹⁸ *ibid.*

¹⁹ KAUL Man Mohini, *Pearls in the ocean : Security perspectives in the South-West Pacific*, New Dehli ; UBS Publishers' Distributors Ltd, 1993, p. 127.

et avec leurs autres centres d'intérêt au sud-ouest de l'Asie. Par conséquent, la préservation de la sécurité de ces routes était essentielle pour les intérêts stratégiques des États-Unis dans le Pacifique.²⁰

1.214 Les intérêts américains et l'alliance ANZUS

L'alliance ANZUS, signée par les ministres étrangers de l'Australie, la Nouvelle Zélande et les États-Unis le 1 septembre 1954, était un pacte de la défense réciproque entre ces trois pays. Il est créé à une époque où le Japon a perdu la Guerre du Pacifique et où la Chine est devenue un état communiste et est entrée la Guerre de Corée. Ces événements ont provoqué la peur en Australie et en Nouvelle Zélande à propos de leur sécurité et de celle du reste du Pacifique sud vis-à-vis d'une Chine expansionniste ou d'un Japon renaissant. Pour les États-Unis, l'Alliance a servi à protéger les couloirs essentiels de navigation maritime et aérienne à travers le Pacifique. Par conséquent, le but principal de l'Alliance ANZUS était de définir les conditions et les procédures sous lesquelles les parties agiraient pour affronter des menaces dans la région Pacifique.²¹ Bien que l'Alliance soit principalement associée à des questions de sécurité, elle a exploité aussi la conviction que ces trois nations ont représenté le patrimoine et les intérêts du système démocratique occidental dans la région du Pacifique sud, les intérêts qu'ils ont défendus pendant la Seconde Guerre mondiale et qu'ils ont cherché de préserver et de faire progresser dans l'avenir.²² Le résultat de ces convictions était que le Pacifique sud était souvent considéré comme « le lac calme d'ANZUS »²³ avec ces trois pays, mais principalement l'Australie et la Nouvelle Zélande, responsables de la protection de la région contre toutes les menaces.

1.22 Les intérêts économiques des États-Unis pendant la Guerre froide

Malheureusement pour le Pacifique sud, les intérêts stratégiques américains pendant la Guerre froide étaient de nature principalement militaire et ne sont pas allés jusqu'à créer des avantages économiques indirects. Bien que quelques fonds fussent donnés à ces îles qui étaient sujettes aux essais nucléaires américains et au stockage d'armes nucléaires, c'était plus comme une compensation de dommages qu'un intérêt

²⁰ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, loc. cit.

²¹ RAAF College School of Applied Management, *Australia's strategy and foreign policies*, study guide no.3, Melbourne ; RAAF College, 1995, pp. 3-4.

²² BAKER Richard W. (ed.) *The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States*, Connecticut ; Praeger, 1994, p. 1.

²³ SANDAY Jim, *South Pacific culture and politics : notes on current issues*, Canberra ; The Research School of Pacific Studies, Australian National University, 1988, p. 4.

pour la croissance économique régionale. Les îles du Pacifique sud ont vu un approvisionnement négligeable du financement à partir des États-Unis à l'appui de ses intérêts stratégiques régionaux.

En dépit de ce manque de conséquences économiques indirectes des intérêts stratégiques américains primordiaux dans le Pacifique sud, les États-Unis ont eu un intérêt économique significatif direct envers la région, vu leur désir d'avoir un accès non-discriminatoire aux ressources marines régionales. Par rapport aux intérêts stratégiques cependant, ces intérêts économiques étaient mineurs. En particulier, les États-Unis ont cherché de gagner l'accès libre aux ressources de la pêche et aux ressources des fonds marins de la région et de ses Zones Economiques Exclusives (ZEE).²⁴

1.221 Les intérêts économiques américains dans les ressources de pêche

Pour les États-Unis, l'Océan pacifique a historiquement été une des sources primaires de leurs ressources de pêche, particulièrement pour l'espèce migratrice des poissons tels que le thon. En 1987, la pêche annuelle de thon a rapporté environ US\$ 300 millions.²⁵ Ces ressources ont formé la base de l'intérêt économique des États-Unis envers la région. Un signe de son importance est évident dans le fait que le Congrès américain a adopté la loi Magnuson en 1976 pour permettre aux États-Unis d'invoquer des sanctions commerciales contre toutes les nations qui avaient tenté d'empêcher les flottes américaines de pêcher librement.²⁶ Aux États-Unis, la préservation de la liberté de pêcher librement était d'une importance capitale, particulièrement pendant l'époque où beaucoup d'îles dans la région ont cherché leur décolonisation et ont déclaré leurs droits d'avoir leurs propres ZEE.

1.222 Les intérêts économiques américains sur les ressources des fonds marins

Tandis que les ressources de pêche dans le Pacifique sud ont été une denrée tangible à laquelle les États-Unis ont montré un intérêt économique, les ressources minérales du fond de la mer ont représenté une denrée insaisissable qui, si développée efficacement, aurait pu également rapporter un avantage économique aux États-Unis. Les États-Unis ont considéré les fonds de la mer du Pacifique sud, et en particulier dans les ZEE de tous les états insulaires, comme un autre intérêt économique.²⁷

²⁴ KAUL, op. cit., p. 130.

²⁵ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 70.

²⁶ KAUL, loc.cit.

²⁷ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, loc. cit.

1.3 Les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud après la Guerre froide

Bien qu'il soit relativement facile de définir les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis envers le Pacifique sud pendant la période de la guerre froide, ce n'est pas le cas avec l'analyse d'intérêts américains dans la région après 1992. En fait, on peut dire qu'il y avait un manque d'intérêt américain dans le Pacifique sud après la fin de la Guerre froide, stratégiquement et économiquement, le Pacifique sud étant considéré de peu d'importance vis à vis des intérêts nationaux des États-Unis.²⁸

D'un point de vue stratégique, la fin de la rivalité bipolaire de la guerre froide et l'ascension des États-Unis vers une position de prédominance incontestée du monde ont fait que les intérêts stratégiques des États-Unis dans le Pacifique sud ont diminué sensiblement. Cette situation a reflété la pertinence stratégique réduite de cette région vis à vis des États-Unis, particulièrement depuis l'abandon de la condition de nier l'accès à la région pour l'URSS et ses alliés de la Guerre froide. En pratique, l'ère de la « dénégaration stratégique » s'est terminée avec la fin de la guerre froide.²⁹ Quoique des intérêts géographiques stratégiques américains soient préservés en passant par les îles d'association libre au nord du Pacifique sud, ces intérêts ont été à un niveau minimal de participation américaine. Même la signification stratégique des lignes de communication a diminué, avec la perception qu'il n'y avait aucune menace qui pourrait défier la liberté américaine d'accès vers l'Asie, l'Australie et l'Océan indien.

Économiquement, l'intérêt direct pour la région est demeuré concentré sur le droit à l'accès aux ressources marines régionales. Cependant, alors que les ressources de pêche demeurent un centre d'attention dans la région, l'exploration du fond de la mer depuis 1993 a indiqué que la balance des ressources trouvées là n'est pas d'un niveau économiquement substantiel comme il l'avait été envisagé pendant la guerre froide. Les intérêts économiques américains directs dans la région ont été limités aux ressources de pêche qui maintenant forment la base de la participation directe américaine dans le Pacifique sud.

²⁸ KISTE Robert C. (Directeur du Centre des Affaires des îles du Pacifique), messagerie électronique au CDT FREDERICKS sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, Hawaii ; Université de Hawaii, le 2 novembre 2000.

²⁹ HENNINGHAM Stephen, *The Pacific Island states : Security and sovereignty in the post-Cold War World*, Hampshire ; MacMillan Press, 1995, pp. 94 & 97.

Partie II : La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud de la fin de la guerre du Vietnam à la fin de la guerre froide (1975 - 1992)

En tant que superpuissance principale du monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la politique étrangère des États-Unis s'est appliquée aux quatre coins du monde. De temps en temps, cette politique a été adaptée pour la mise en œuvre aux régions spécifiques, fondée sur des événements ou des tensions qui ont prévalu dans la région à l'époque.³⁰ Toutefois, le plus souvent, cette mise en œuvre de la politique étrangère américaine à une région a trouvé son origine dans la politique globale, selon l'importance de la région aux yeux des États-Unis pour des raisons stratégiques, militaires et/ou économiques.

De ce fait, toute analyse de la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis à une région spécifique du monde pendant toute période ne peut pas être accomplie sans référence aux ambitions et aux actions de cette politique sur la scène internationale pendant la même période. Manifestement, une telle analyse détaillée de la politique étrangère mondiale des États-Unis est hors du champ de ce mémoire. Toutefois, il est indispensable qu'on comprenne cette politique pour pouvoir la comparer à sa mise en œuvre dans le Pacifique sud. Pour cette raison, un sommaire de la politique étrangère mondiale des États-Unis est donné à l'Annexe C.³¹

2.1 La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud pendant la Guerre froide avant 1975

Comme déjà noté, le Pacifique sud a fait l'expérience de la politique officielle américaine de « la dénégation stratégique » pendant les 30 années avant 1975. La réalité de cette politique a eu pour résultat que les Gouvernements successifs à Washington D.C. pendant cette période ont cru que le Pacifique sud était « une mer morte » qui avait besoin de peu d'attention.³² Ensuite, les États-Unis ont laissé la région entière dans une situation « d'indifférence bénéfique »³³, sans autres politiques véritables sous forme de

³⁰ SAVIGEAR Peter, « The United States : Superpower in decline ? » in BAYLIS John and RENGGER N.J. (eds.) *Dilemmas of World Politics : International issues in a changing world*, Oxford ; Clarendon Press, 1992, p. 334.

³¹ Où approprié dans ce mémoire, des allusions seront faire à la politique étrangère mondiale des États-Unis qui est résumé à l'Annexe C.

³² DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 94.

³³ L'indifférence bénéfique est une traduction de la terme anglaise de « benign neglect ».

considérations économiques ou commerciales.³⁴ Les États-Unis étaient satisfaits que toute de cette région soit maîtrisée par ou alignée sur des puissances occidentales, comme l’Australie, la Grande Bretagne, la France et la Nouvelle Zélande, et en tant que tel, tout empiètement régional des forces communistes, particulièrement l’URSS, était refusé. En particulier, les États-Unis étaient contents que leurs deux alliés en Océanie³⁵ de l’alliance ANZUS³⁶ veillent et agissent pour les intérêts américains dans la région du Pacifique sud.

2.2 La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud de 1975 à 1992

Avec le retrait américain du Vietnam, on s'est attendu raisonnablement à ce que le Pacifique sud en tant que partie de l’Océanie, la région grande et la plus proche du sud-est de l’Asie sud-est continentale, ait figuré plus au sens militaire et stratégique dans la politique étrangère américaine de « Containment » pendant les dernières 17 années de la guerre froide de 1975 à 1992.³⁷ Mais une révision chronologique des événements et des situations dans le Pacifique sud pendant cette période par rapport à la mise en œuvre de la politique étrangère américaine suggérerait que cela ne fût pas exactement le cas. En fait, bien que l’Australie et la Nouvelle Zélande aient figuré fortement et à maintes reprises dans la mise en œuvre de la politique étrangère américaine, sa mise en œuvre dans le Pacifique sud est passée par quatre cycles, allant d’un manque total d’attention à des niveaux variables d’intérêt.³⁸

C’est par l’étude de ces quatre périodes spécifiques que l’on peut comprendre la mise en œuvre de la politique étrangère américaine dans le Pacifique sud de 1975 à 1992.

2.21 Le premier cycle : La continuation de la période d’indifférence totale américaine de 1975 à 1976

Le retrait des forces américaines au Vietnam en 1975 a radicalement changé l’équilibre géostratégique dans le Pacifique occidental, la supériorité américaine

³⁴ HOADLEY, *op. cit.*, p. 38.

³⁵ L’Océanie est définie ici comme la région qui inclut l’Australie, la Nouvelle Zélande ainsi que le Pacifique sud.

³⁶ ANZUS est l’abréviation de « Australia, New Zealand et United States » en anglais.

³⁷ Voir Annexe C, p. C-3, pour une description de la politique étrangère américaine à l’époque de la retraite américaine du Vietnam.

³⁸ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *op. cit.*, pp. 108 - 109.

maritime et aérienne n'étant plus assurée à travers les couloirs de navigation de l'Asie sud-est qui avaient pris de plus en plus d'importance.³⁹ Ce retrait a marqué aussi en réalité la fin de l'alliance de l'Organisation du traité de l'Asie de sud-est (OTASE ou SEATO en anglais), la majorité des membres de l'OTASE ayant décidé que cette organisation était superflue et/ou démodée en maintenant l'image « post-Vietnam » de l'Asie sud-est.⁴⁰ En outre, selon des termes purement géopolitiques, le retrait a nécessité que les forces américaines de la planification stratégique se replient de l'Asie sud-est continentale aux régions favorables aux américains, soit le Japon au nord, les Philippines à l'est et finalement au sud en Australie et dans le Pacifique sud.⁴¹

En arrivant à ce mouvement stratégique dans la région du Pacifique sud, les États-Unis ont cherché, non seulement à maintenir un certain degré de contrôle et de proximité dans la région de l'Asie sud-est qui était quand même d'importance stratégique à leurs yeux, mais aussi à protéger leurs intérêts dans le Pacifique sud d'incursions communistes sous forme de « réaction en chaîne ».⁴² On peut en conclure que les intérêts américains dans le Pacifique sud étaient fondés plus sur une vision stratégique de la région asiatique et de l'alliance ANZUS que d'un intérêt direct dans le Pacifique sud elle-même.

De façon significative, malgré leurs mouvements dans la région du Pacifique sud pendant cette période, les États-Unis n'ont jamais exposé une politique claire ou une déclaration d'intention à propos de cette région, qui clarifierait l'importance de la région. Tout compte fait, les États-Unis étaient contents avec la mise en œuvre continue générique de « la dénégation stratégique » dans le Pacifique sud et, par conséquent, ils ont laissé la région dans un vide d'inattention totale. Cette situation était avantageuse pour le gouvernement américain qui, après le retrait du Vietnam, s'était concentré sur des problèmes financiers internes ainsi que les retombées du scandale politique du Watergate. Dans le Pacifique sud, les États-Unis savaient qu'ils pouvaient y participer sans nécessité à définir une politique étrangère spécifique à la région, grâce à l'existence des trois facteurs qui avaient aidé à assurer l'engagement régional continu des États-Unis depuis le début des années 1950.⁴³ Ces trois facteurs ont été les suivants :

³⁹ KAUL Man Mohini, *Pearls in the ocean : Security perspectives in the South-West Pacific*, New Dehli ; UBS Publishers' Distributors Ltd, 1993, p. 127.

⁴⁰ WHITE, *op. cit.*, p. 404.

⁴¹ KAUL *loc. cit.*

⁴² *ibid.*

⁴³ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *op. cit.*, p. 109.

2.211 L'existence des territoires américains au nord du Pacifique sud

Pendant que les États-Unis ont considéré les îles sous leur contrôle dans le Pacifique sud, principalement pour des avantages stratégiques, la présence physique américaine dans la région a légitimé leur action en tant que nation du Pacifique. Par conséquent, les gouvernements successifs des États-Unis ont pensé qu'ils avaient un droit de participation, au moins en principe, dans la région, avec ou sans une politique envers la région.⁴⁴

2.212 La bonne volonté dans le Pacifique sud envers les États-Unis

Dans tout le Pacifique sud, les États-Unis pouvaient profiter d'une bonne volonté qui était fondée sur la participation américaine dans la région depuis le XIX^e siècle, et qui était renforcée considérablement par le rôle des États-Unis qui avaient libéré la région du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale.⁴⁵ En particulier, cette bonne volonté de la Guerre pouvait être accordée à la bonne conduite personnelle des soldats américains pendant la guerre. Pour la majorité des habitants des îles, les Américains les ont traités en égal et non pas comme des inférieurs, ce qui était la tendance des puissances coloniales de la région. Un autre facteur dans ce domaine de la bonne volonté était le rôle constructif des missionnaires américains aux îles qui avait laissé une impression favorable des États-Unis dans la région.⁴⁶ Avec toute cette bonne volonté envers les États-Unis, le gouvernement américain pendant cette époque n'a pas considéré qu'il y avait une nécessité d'élaborer une politique étrangère spécifique envers la région. Il se satisfait de penser que les États-Unis existeraient dans la région, sur une image fondée seulement sur leur rôle, leur générosité et leur amitié pendant la Seconde Guerre mondiale.⁴⁷

2.213 L'existence de l'alliance ANZUS

Finalement, pour le gouvernement des États-Unis à l'époque, l'existence de l'alliance ANZUS a voulu dire que les États-Unis pourraient compter sur leurs deux alliés régionaux pour représenter les intérêts américains dans le Pacifique sud sans besoin d'élaborer une politique explicite envers la région.⁴⁸

⁴⁴ KAUL *op. cit.*, pp. 127 - 128.

⁴⁵ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *op. cit.*, p. 93.

⁴⁶ KAUL *op. cit.*, p. 128.

⁴⁷ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *loc. cit.*

⁴⁸ BAKER Richard W. (ed.) *The ANZUS States and their region*, *op. cit.*, p.70.

2.214 L'influence des trois facteurs sur la politique étrangère américaine

Ces trois facteurs, en association avec la préoccupation américaine de l'époque « post-Vietnam » à cause des crises internes financières et au « Watergate », aident à expliquer pourquoi l'intérêt pour le Pacifique sud n'était pas à un niveau élevé sur la liste des régions destinées à recevoir une politique étrangère directe des États-Unis à l'époque. En bref, il y avait une position américaine au sujet de laquelle il n'y avait pas besoin d'avoir d'inquiétudes : cette « mer morte » était en effet considérée à l'abri des rivalités bipolaires, particulièrement à l'époque où les crises internes étaient prépondérantes dans les considérations des américains.

2.22 Le second cycle : L'attention toute nouvelle des États-Unis dans le Pacifique sud de 1977 à 1981

Après beaucoup d'années d'inattention totale américaine envers la région du Pacifique sud, l'accumulation d'un nombre de forces de courant sous-jacent et d'événements dans les années qui ont précédé l'année 1977 a forcé le gouvernement des États-Unis à exposer finalement une déclaration à propos de leur politique étrangère spécifique envers le Pacifique sud en 1978.⁴⁹ Ces forces et ces événements qui ont mené au second cycle ont été les suivants :

2.221 Des pressions sur les États-Unis à cause de la décolonisation des îles

En même temps que la Seconde Guerre mondiale a abouti à la défaite du Japon dans le Pacifique, elle a aussi sapé les raisons de la domination coloniale dans la région du Pacifique sud. Entre 1945 et 1962, une vague progressive de détermination sociale et politique est apparue dans la région, avec l'intention de défier et finalement de mettre fin à la domination coloniale dans la région. En 1962, la décolonisation des îles du Pacifique sud a commencé formellement avec les îles de Samoa occidental qui gagnent leur indépendance. Dès 1978, huit autres îles ou chaînes d'îles ont gagné, ou étaient en train de gagner, leur indépendance et leur statut comme états souverains. Deux autres îles ont aussi achevé leur autonomie dans une association libre avec leurs anciens dominateurs coloniaux.⁵⁰

Pour soutenir ce processus de décolonisation et d'indépendance et pour faire avancer les intérêts régionaux des états nouvellement indépendants et autonomes, le

⁴⁹ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 94.

⁵⁰ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 109.

Forum des Îles du Pacifique⁵¹ était formé en 1971. Les premiers membres étaient l'Australie, la Nouvelle Zélande, les îles Cook, Tonga, les îles Fidji, Nauru et les îles de Samoa occidental. Quand des autres îles de la région ont obtenu l'indépendance ou le statut d'autonomie, elles sont devenues aussi membres du forum. Son but principal était de fournir à ces états indépendants et autonomes un moyen d'aborder des problèmes communs dans une perspective régionale et d'avoir voix au chapitre dans la communauté internationale.⁵²

Quoique le processus de changement envers la décolonisation des îles ait été relativement passif jusqu'à 1977, cette année a marqué une apogée de pressions à propos de la décolonisation dans la région : les États-Unis ont été finalement placés dans une position où il a fallu qu'ils prennent quelques actions positives envers la région. Tout à coup, les États-Unis se sont trouvés sous la pression des habitants de leurs propres territoires dans la région qui ont continué aussi de chercher l'indépendance comme leurs voisins régionaux, ainsi que des états nouvellement indépendants et autonomes souhaitant faire reconnaître leurs ZEE.

D'abord, les États-Unis étaient l'objet de plus en plus de pressions directes de la part de leurs propres territoires en Micronésie pour s'empressement de progresser vers l'indépendance ou l'autonomie de ces îles, comme l'ONU a promis à l'époque quand ces îles étaient placées sous tutelle des États-Unis en 1947. Malgré de nombreux rapports qui étaient financés par les gouvernements américains et qui ont recommandé un changement au statut administratif de ces îles, et malgré la réflexion continue de telles propositions par le Congrès périodiquement depuis 1962, il n'y a pas eu d'action car les gouvernements successifs américains étaient préoccupés par les événements au Vietnam et par l'importance stratégique perçue de ces îles à la participation des États-Unis dans cette guerre. Ces pressions de leurs propres territoires ont accéléré le besoin d'une réponse directe et positive du gouvernement américain en 1978.

Deuxièmement, en 1977 avec sept de ces états nouvellement indépendants et autonomes adhérant à l'ONU, les États-Unis ainsi que les autres puissances coloniales qui sont restés dans la région étaient sujet à beaucoup de pressions dans l'assemblée générale de l'ONU pour reconnaître que ces nouvelles nations voulaient exercer leur

⁵¹ Ce forum était connu comme le Forum du Pacifique sud (South Pacific Forum ou SPF en anglais) avant 1999, quand le nom était changé au Forum des Îles du Pacifique (the Pacific Islands Forum en anglais)

⁵² Australian Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), page pour le Forum du Pacifique sud, http://www.dfat.gov.au/geo/spacific/regional_orgs/spf.html, op. cit.

propre contrôle de leurs ZEE de 320 kilomètres autour de leurs pays. Les îles de Samoa occidental, les îles Solomon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji, en particulier, ont publié des déclarations à l'assemblée générale de l'ONU attaquant les vestiges du colonialisme dans le Pacifique, y compris les attitudes « coloniales » de la France et des États-Unis.⁵³ Avec de telles pressions exposées à ce forum international, les États-Unis n'ont pas pu se désintéresser complètement du besoin de prendre quelques actions positives envers la région.

2.222 Des pressions régionales pour une zone régionale où les essais nucléaires sont interdits

En même temps que le mouvement anticolonial a atteint son apogée au Pacifique, l'opposition régionale aux essais nucléaires a commencé aussi à gagner le soutien gouvernemental à travers la région. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené plus de 200 essais nucléaires dans cette région depuis 1946. Certains de ces essais ont eu pour résultat la contamination radioactive des communautés et des îles dans la région, avec les États-Unis payant des milliards de dollars à titre d'indemnisation aux îles sous leurs tutelles.

Malgré ces problèmes, ce n'est pas avant le début des années 1970, après la reprise des essais nucléaires français à Mururoa, que le premier vrai mouvement antinucléaire a été lancé dans la région, avec un soutien aux niveaux gouvernemental et non-gouvernemental dans tout le Pacifique sud, ainsi que des autres nations du monde. En 1975, le Forum du Pacifique sud a émis une déclaration collective qui a affirmé l'opposition de la région aux essais nucléaires et son soutien à la création d'une zone régionale où les essais nucléaires seraient interdits. La même année, la Nouvelle Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji ont obtenu l'approbation de l'assemblée générale de l'ONU pour la proposition d'une zone dans le Pacifique sud où les essais nucléaires seraient interdits (SPNFZ).⁵⁴ Cette proposition, a obtenu 110 votes à zéro à l'assemblée générale, avec l'abstention de 20 états comprenant toutes les puissances nucléaires sauf la Chine. Les clauses de cette proposition ont eu l'intention d'interdire les essais nucléaires dans le Pacifique, mais aussi d'interdire l'accès à tous les navires de guerre fonctionnant à l'énergie nucléaire et avec les armes nucléaires. Malheureusement pour la région, les élections des gouvernements conservateurs en Australie et à la Nouvelle Zélande en 1975 ont eu pour résultat que ces deux puissances

⁵³ DORRANCE, *Oceania and the United States : An analysis of US interests and policy in the South Pacific*, op. cit., p. 56.

⁵⁴ La SPNFZ est l'abréviation pour the South Pacific Nuclear Free Zone en anglais.

régionales ont pu utiliser leurs influences pour placer cette initiative régionale en suspens.⁵⁵

Pour les États-Unis, l'interdiction des essais nucléaires dans le Pacifique n'était pas un problème direct car ils avaient déplacé leurs essais nucléaires du Pacifique au désert de Nevada en 1961. Toutefois, les problèmes stratégiques posés par la proposition de la SPNFZ et par les sentiments antinucléaires de la région du Pacifique sud étaient triples.⁵⁶ Tout d'abord, le mouvement envers la SPNFZ avait mis en lumière l'ampleur des dégâts précédents américains des radiations dans la région, des dégâts qui n'étaient pas auparavant connus au public. Celui-ci a apporté un degré de condamnation internationale contre les États-Unis et il a érodé de la bonne volonté régionale envers les Américains. Deuxièmement, la proposition de la SPNFZ a posé un problème stratégique au sujet de la viabilité continue des États-Unis d'avoir du libre accès et du transit pour leurs navires de guerre fonctionnant à l'énergie nucléaire et avec les armes nucléaires dans toute la région. Finalement, le fait que l'Australie et la Nouvelle Zélande aient soutenu la proposition de la SPNFZ a provoqué des questions à propos de la solidité de l'alliance ANZUS.⁵⁷ En particulier, la question principale posée était de savoir si cette alliance continuait d'être un soutien des États-Unis au monde bipolaire de la Guerre froide ? Les États-Unis ont eu besoin d'aborder ces inquiétudes et ces questions au sein de la région pour maintenir leur libre accès militaire dans tout le Pacifique sud.

2.223 Le début des initiatives soviétiques envers la région

Coïncidant avec l'escalade des effets directs aux États-Unis à cause des questions de décolonisation et des pressions antinucléaires dans le Pacifique sud, une conséquence indirecte dans la région était provoquée aussi avec l'arrivée de la bipolarité classique de la Guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Malgré le fait que l'URSS n'ait pas eu d'intérêts stratégiques directs dans le Pacifique sud, elle a envisagé une opportunité pendant la période de décolonisation de porter sa rivalité stratégique contre les États-Unis dans la région et ainsi d'avancer les déclarations de Moscou que l'Union soviétique était une puissance vraiment mondiale.⁵⁸

D'abord, l'URSS avait fait des efforts depuis 1974 pour établir des relations diplomatiques avec tous les états nouvellement créés dans la région, ainsi que pour

⁵⁵ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 43.

⁵⁶ *ibid.*

⁵⁷ KAUL op. cit., pp. 82 - 84.

⁵⁸ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 128.

ouvrir des missions dans des états comme les îles de Samoa occidental, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji.⁵⁹ Quoique des relations diplomatiques aient été établies⁶⁰, toutes les demandes pour les missions diplomatiques étaient rejetées principalement à cause des attitudes réservées des dirigeants de ces îles envers l'URSS et les influences qui sont restées de leurs dominateurs coloniaux anciens.⁶¹

Deuxièmement, au milieu des années 1970, il y avait une augmentation marquée, mais encore relativement mineure, de l'activité maritime soviétique dans la région, c'est à dire une expansion des opérations de la flottille de pêche soviétique au Pacifique et de la quantité des navires de la marine soviétique en transit à travers la région. Cette augmentation de l'activité maritime a eu finalement pour résultat que l'URSS a cherché l'acquisition des installations portuaires et des infrastructures de soutien dans la région pour ses flottilles. En 1976 des diplomates soviétiques ont offert des propositions de mesures d'assistance aux îles de Samoa occidental et à Tonga, en échange des telles installations.⁶² Malheureusement pour l'URSS, ces tentatives pour établir une présence et gagner des influences dans la région ont échoué à cause du conservatisme régional, des pressions des autres gouvernements insulaires dans la région et, peut être plus directement, des efforts des gouvernements australien et néo-zélandais à aborder leurs inquiétudes que l'URSS était en train d'essayer de prendre pied dans la région de contrôle de l'alliance ANZUS.⁶³ Comme un résultat direct de ces préoccupations australiennes et néo-zélandaises, ces pays ont offert aux îles de Samoa occidental et Tonga une expansion considérable de leurs présences diplomatiques et de leurs ensembles de mesures d'assistance au développement⁶⁴ pour riposter aux propositions soviétiques.⁶⁵

2.224 Des pressions de l'Australie et de la Nouvelle Zélande sur les États-Unis à jouer un rôle plus actif dans la région

Comme un résultat indirect de l'augmentation de l'activité soviétique dans le Pacifique sud, les gouvernements australien et néo-zélandais ont pressé les États-Unis

⁵⁹ KAUL, *op. cit.*, pp. 135 – 136.

⁶⁰ L'URSS a établi les relations diplomatiques avec les îles Fidji en 1974, Tonga en 1975, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles de Samoa occidental en 1976, Vanuatu en 1977 et Nauru en 1978.

⁶¹ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *loc. cit.*

⁶² DORRANCE, *Oceania and the United States : An analysis of US interests and policy in the South Pacific*, *op. cit.*, p. 25.

⁶³ KISTE, « *The United States and the Pacific Islands* », *op. cit.*, p. 109.

⁶⁴ L'Australie a quadruplé le niveau de son aide dans la région à cette époque.

⁶⁵ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *op. cit.*, p. 129.

de plus en plus d'accroître leur présence dans le Pacifique sud ainsi que leur niveau d'aide dans la région.⁶⁶ Bien que l'Australie et la Nouvelle Zélande se fussent considérées comme les représentants des États-Unis dans le Pacifique sud grâce à l'Alliance ANZUS, ils ont cru aussi que la seule façon effective pour répondre au syndrome des « Russes arrivent » dans la région était par une augmentation du niveau d'intérêt et participation des États-Unis. Le succès de l'Australie et de la Nouvelle Zélande avec cette pression a eu pour résultat que les États-Unis ont établi un petit programme d'aide pour les développements régionaux et de nouveaux programmes culturels et d'échange de l'enseignement. Plus important encore, cette pression a joué comme un catalyseur pour les États-Unis pour exposer sa première politique étrangère cohérente envers la région en 1978.⁶⁷

2.225 La réaction américaine de 1975 à 1981 aux forces régionales de changement

En 1978 les États-Unis, sous le gouvernement nouvellement investi du Président Carter, ont trouvé qu'il fallait réagir face aux développements et aux pressions de la région du Pacifique sud. Les rivalités du monde bipolaire sont apparues près d'entrer dans cette région qui, à l'époque, était le sujet d'une période de rapide changement et d'une attitude de plus en plus incertaine envers les États-Unis. Les États-Unis ne pourraient pas se permettre le risque de continuer de se désintéresser complètement de la région et, par conséquent en juillet 1978 le gouvernement du Président Carter a proposé la première politique étrangère détaillée américaine au sujet du Pacifique sud comme une entité entière.⁶⁸

Cette politique étrangère américaine au sujet du Pacifique sud a commencé avec une reconnaissance du fait que la région était relativement négligée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais qu'elle renaissait dans un rôle nouveau et important au niveau mondial. La politique a reconnu aussi qu'il y avait « un réservoir de bonne volonté » envers les États-Unis parmi les habitants de la région qui a mis en valeur les espoirs pour des relations conjointes entre les habitants et les États-Unis.⁶⁹ À partir de

⁶⁶ DORRANCE, *Oceania and the United States : An analysis of US interests and policy in the South Pacific*, loc. cit.

⁶⁷ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, loc. cit.

⁶⁸ KISTE, « *The United States and the Pacific Islands* », loc. cit.

⁶⁹ *ibid.*

là, la politique a exposé sept facteurs principaux :

- a. La compréhension et la compassion des États-Unis pour les aspirations politiques de gens de la région.
- b. Le soutien pour la coopération régionale.
- c. La participation active des États-Unis dans les organisations régionales.
- d. Une présence américaine plus grande et plus effective dans les îles du Pacifique sud.
- e. La recherche des négociations micronésiennes à un accord à propos de la libre association et la fin de la tutelle de ces îles.
- f. La continuation d'une étroite coopération avec les quatre autres puissances dans la région pour soutenir le progrès des habitants de la région.
- g. La reconnaissance que les États-Unis ne veulent pas usurper le rôle de direction qui avait été joué par l'Australie et la Nouvelle Zélande dans la région.⁷⁰

Provenant de cette politique, les États-Unis ont mis en œuvre un nombre d'initiatives dans la région entre 1978 et 1980.⁷¹ D'abord, en 1978, le gouvernement américain a établi un Bureau des Affaires des Îles du Pacifique dans le ministère américain d'État. Avant 1978 la fonction de ce bureau était rendue par le Bureau des Affaires australiennes et néo-zélandaises. La même année, il y eut une augmentation des personnels dans deux ambassades américaines dans la région et l'établissement d'un ambassadeur permanent des États-Unis aux îles de Fidji. Il y avait aussi une augmentation en nombre des personnels du « Peace Corps » dans la région.⁷² Peut être plus important encore, les États-Unis ont lancé un programme d'aide régionale dans la région, sous le contrôle d'un bureau régional de l'Agence pour Développement International des États-Unis (USAID)⁷³ qui était ouvert aux îles Fidji. Au départ, les fonds publics de ce programme n'étaient que \$3 millions américains par année, mais cette somme était en plus des fonds publics qui étaient déjà consacrés directement par les États-Unis à leurs territoires dans le Pacifique sud.⁷⁴ Puis, les États-Unis ont négocié

⁷⁰ HOADLEY, *op. cit.*, p. 38.

⁷¹ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », *op. cit.*, pp. 110-111.

⁷² Le « Peace Corps » est une organisation officielle américaine composée de volontaires pour l'aide aux pays en voie de développement.

⁷³ USAID veut dire the United States Agency for International Development en anglais.

⁷⁴ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », *loc. cit.*

des traités d'amitié avec Kiribati et Tuvalu en 1979 et les îles Cook et Tokelau en 1980. Ces traités ont visé à résoudre les disputes au sujet des frontières maritimes entre ces îles et le territoire américain des îles de Samoa occidental, ainsi qu'à fournir aux États-Unis des droits d'accès stratégique à ces nations pour leurs forces.⁷⁵

En bref, par ces actions pendant ce deuxième cycle, les États-Unis n'ont pas que recommencé à remplir le réservoir de bonne volonté de cette superpuissance dans la région, mais ont également assuré la continuité de leurs intérêts stratégiques.

2.23 Le troisième cycle : Le retour de l'indifférence totale américaine de 1981 à 1987

Malheureusement, quoique la période du deuxième cycle de 1977 à 1980 puisse être considérée comme une mesure positive pour les États-Unis dans la région du Pacifique sud, le troisième cycle dès 1981 à 1987 était un renversement total avec le retour de l'indifférence totale américaine du premier cycle. Aussi vite que le deuxième cycle a abordé les intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud avec une politique étrangère américaine envers la région, le troisième cycle les a ignorés.⁷⁶

Avec l'arrivée du gouvernement du Président Reagan en 1981, toutes les initiatives du Président Carter envers la région du Pacifique sud en entier ont commencé à s'évaporer. Les engagements et les mises en œuvre des politiques du gouvernement de Carter envers la région étaient mis en suspens ou étaient inversés, et un nouveau cycle d'inattention était lancé. Ronald Reagan a convaincu les américains pendant les six années entre 1981 et 1987 que l'époque précédente de « détente et retranchement »⁷⁷ n'était qu'une illusion qui a menacé la sécurité et la liberté des États-Unis. Il a prêché que seulement par un effort sur la puissance militaire américaine globale et par une opposition directe contre l'URSS, les États-Unis pourraient maintenir leur liberté.⁷⁸ Effectivement, les États-Unis étaient fixés plus sur la mise en œuvre globale de leur politique stratégique de « Containment » par « la nouvelle guerre froide » qu'aux besoins d'une région spécifique comme le Pacifique sud.⁷⁹ Quoique les États-Unis aient

⁷⁵ *ibid.*

⁷⁶ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., pp. 108-109.

⁷⁷ Voir Annexe C, p. C-4 & C-5 pour une explication de « détente et retranchement ».

⁷⁸ CHAFE William H., « Social dynamics and political consciousness : The United States since 1945 » in BAKER Richard W. (ed.) *Australia, New Zealand and the United States : Internal change and alliance in the ANZUS states*, Connecticut ; Praeger, 1991, pp. 57 – 58.

⁷⁹ Voir Annexe C, p. C-6, pour une élaboration sur la politique étrangère mondiale américaine dans l'époque du Président Reagan entre 1981 et 1987.

continué le dialogue avec les îles sous leur tutelle pendant cette période, cette action n'était que pour les raisons d'intérêt stratégique. En général, pour les gens du Pacifique sud, où les rivalités de la Guerre froide étaient d'une échelle secondaire par rapport aux autres régions du monde, ceci veut dire que leurs voix et leurs intérêts étaient de peu d'importance aux États-Unis. Cette situation a existé en dépit d'une intensification des problèmes régionaux et des nouveaux intérêts soviétiques dans la région pendant la période qui ont eu le potentiel d'être d'intérêt stratégique aux États-Unis, et qui mèneront finalement à un quatrième cycle d'action américain envers la région.⁸⁰

2.24 Le quatrième cycle : L'attention retrouvée des États-Unis envers le Pacifique sud de 1987 à 1992

Tandis que le troisième cycle était caractérisé par l'inattention des États-Unis envers la région, des événements régionaux ont augmenté progressivement en parallèle pendant cette époque jusqu'à une apogée atteinte entre 1987 et 1992 quand le gouvernement américain a éprouvé le besoin de se re-concentrer favorablement sur la région pour préserver ses propres intérêts stratégiques et économiques, mais seulement après que l'image des États-Unis ait été abîmée sévèrement par la négligence envers la région.⁸¹ Ces événements régionaux ont été les suivants :

2.241 Un imbroglio à cause des droits de pêche dans le Pacifique sud

Un problème qui a agacé les îles du Pacifique sud depuis la fin des années 1970 était la question irrésolue à propos des ressources de pêche dans la région, qui sont le pilier des économies de la majorité des états insulaires et qui sont un intérêt économique majeur des États-Unis.⁸²

En 1977, avec l'établissement officiel des ZEE de 320 kilomètres pour tous les états insulaires dans le Pacifique sud, ces îles ont considéré que leurs moyens principaux d'existence par ces ressources de pêche étaient sûrs. Elles ont cru qu'elles pourraient non seulement pêcher dans leurs propres ZEE comme elles le voulaient, mais aussi qu'elles auraient le droit de gagner des revenus de la vente des licences de pêche aux autres nations comme les États-Unis.⁸³ Malheureusement, la position des États-Unis était que de telles licences de pêche qui étaient spécifiques à un état insulaire n'étaient pas légitimes pour les espèces de poissons migratoires comme le thon. Les États-Unis

⁸⁰ KAUL op. cit., p. 130.

⁸¹ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 108.

⁸² HOADLEY, op. cit., p. 24.

⁸³ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 108.

ont cru que la direction, la gestion et la protection de ces genres de poissons seraient au niveau régional et les États-Unis ont donc affirmé qu'aucun état ne pourrait exercer une juridiction sur une ressource migratoire dans leur ZEE. Cette position américaine était en accord avec les intérêts économiques américains dans la région. Par conséquent, utilisant la loi Magnuson de 1976, les flottes américaines de pêche au thon ont commencé à opérer librement à grande échelle dans la région sans licences. Pour les états du Pacifique sud, ces actions étaient une forme de piraterie des ressources régionales, soutenue par le gouvernement américain.⁸⁴

À partir de la fin des années 1970, les îles étaient en négociations avec les États-Unis, par l'intermédiaire de l'Agence de Pêche du forum du Pacifique sud,⁸⁵ pour aboutir à un accord sur un traité régional de pêche. Malheureusement, les États-Unis ont insisté pour que tous les accords soient en harmonie avec l'intention de la loi Magnuson, afin d'écarter les états insulaires. Les affaires ont atteint une apogée en 1984 quand les îles Solomon ont saisi et ont confisqué un bateau américain de pêche au thon qui opérait dans leur ZEE sans licence. Les États-Unis ont infligé les sanctions commerciales conformément à la loi Magnuson contre les îles Solomon, et sont apparus dans la région entière comme un tyran.⁸⁶ Dans le sillage des actions américaines, et en dépit des expressions d'inquiétudes de l'Australie et de la Nouvelle Zélande, Kiribati a négocié un accord sur les droits de pêche avec l'Union soviétique en 1985 pour US\$1,5 millions par année. Vanuatu a fait de même en 1987, face aux expressions d'inquiétude renouvelées de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.⁸⁷

La combinaison de l'indignation régionale à la position des États-Unis et leurs actions contre les îles Solomon, aussi bien que les incursions perçues de l'Union soviétique dans la région a provoqué finalement l'action américaine à négocier sérieusement avec la FFA. D'abord, en 1988 le traité de pêche du Pacifique sud était ratifié, contraignant les États-Unis à payer US\$12 millions par année à la FFA pour distribution parmi les états insulaires touchés pour gagner l'accès à leurs ZEE pour pêcher les espèces migratoires de poissons. Sous cette forme, le traité a satisfait l'intention de la loi Magnuson à cause de la compensation régionale et en principe, aux demandes financières des états, mais il y avait mécontentement à cause des questions à

⁸⁴ *ibid*, p. 57.

⁸⁵ L'Agence de Pêche du Forum du Pacifique sud est le South Pacific Forum Fisheries Agency ou FFA en anglais.

⁸⁶ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., pp. 57 – 58.

⁸⁷ KAUL, op. cit., p. 136.

propos du niveau de la finance par rapport à la somme des arrangements précédents de l'URSS. Puis en 1990, le Congrès américain a approuvé un amendement à la loi Magnuson pour reconnaître la juridiction des états insulaires sur les espèces migratoires dans leurs ZEE. Enfin, en 1990 les États-Unis ont consenti aussi à signer la Convention de Wellington de 1989 contre l'usage de pêche par les filets dérivant. Cette action était une indication positive du soutien américain dans la région à préserver leurs moyens d'existence contre les autres pirates des ressources de pêche comme le Japon et Taiwan. La région a reconnu à son tour que ces actions du gouvernement des États-Unis ont réparé les injustices précédentes américaines dans le Pacifique sud.⁸⁸

2.242 La re-apparition de la proposition pour la SPNFZ

Quoi que la proposition pour la SPNFZ ait été placée en suspens en 1975 avec les changements de gouvernement en Australie et en Nouvelle Zélande, le retour au pouvoir des gouvernements des partis travaillistes dans les deux pays en 1983 et en 1984 respectivement, était accompagné par un regain des sentiments antinucléaires généraux dans la région.⁸⁹ En Nouvelle Zélande, le parti travailliste a reconquis le pouvoir sur un engagement visant à interdire l'accès au territoire, aux ports et aux eaux néo-zélandaises des avions et des navires de guerre fonctionnant à l'énergie nucléaire et/ou avec les armes nucléaires. L'adoption formelle de cette politique en 1985 n'a pas que nui à l'alliance ANZUS, mais a fait connaître le soutien public en Nouvelle Zélande pour la SPNFZ.⁹⁰ Cette position était soutenue par beaucoup d'états insulaires dans le Pacifique sud. En Australie, le nouveau gouvernement a reconnu l'importance politique dans la région de sa promotion continue de la SPNFZ comme un leader régional, mais en même temps était conscient des implications sur la sécurité régionale et sur l'avenir de l'alliance ANZUS si la SPNFZ était exécutée sous forme extrémiste. Par conséquent, l'Australie a contrecarré rapidement les autres possibilités de la proposition pour la SPNFZ par une proposition qui a interdit les essais nucléaire, le stockage et le déploiement des armes et des déchets nucléaires dans la région, mais a permis la liberté de navigation en haute mer, le passage innocent dans les eaux territoriales et l'accès aux ports régionaux par les navires de guerre nucléaires si les pays qui contrôlent ces ports acceptent leur accès.⁹¹ L'Australie a officialisé en 1985 sa version de la SPNFZ et a reçu le soutien régional du Forum du Pacifique sud. Sous le couvert du traité de

⁸⁸ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., pp. 58 – 59.

⁸⁹ *ibid*, pp. 43 – 44.

⁹⁰ *ibid*.

⁹¹ *ibid*.

Rarotonga, la SPNFZ est entré en vigueur en 1986, promouvant le critère public pour l'observation d'une zone où les expériences nucléaires sont interdites, mais aussi étant en accord avec les besoins de sécurité régionale des États-Unis.⁹²

En 1985 et encore en 1987, le gouvernement américain a constaté que le Traité de Rarotonga était adapté avec succès à tous leurs besoins parce que l'Australie avait consulté le gouvernement américain pendant et après le développement du traité.⁹³ Malheureusement, malgré cette position d'approbation, les États-Unis ont refusé de ratifier le traité⁹⁴ comme toutes les autres puissances nucléaires sauf l'URSS et la Chine, en partant du principe que les puissances nucléaires importantes avec un intérêt dans la région, en particulier la France, n'avaient pas ratifié le traité.⁹⁵ Les réactions à ce refus de ratifier le traité qui était créé pour satisfaire les besoins américains sont allées de la déception à l'indignation.⁹⁶ Les États-Unis ont perdu une crédibilité considérable par leur décision, particulièrement en ce qui concerne leur position sur la maîtrise d'armes. Beaucoup d'états insulaires ont assumé que les États-Unis avaient suspendu leur position sur le traité à la décision française à continuer la conduite des essais nucléaires dans la région, renforçant ainsi la perception que les puissances nucléaires occidentales ont considéré le Pacifique comme un lieu de divertissement nucléaire. Cette position était renforcée de plus par la facilité avec laquelle l'URSS et la Chine ont signé le traité. Jusqu'à la fin de la guerre froide, par leur décision de ne pas ratifier le traité de Rarotonga, les États-Unis se sont placés encore dans une position désavantageuse dans la région.⁹⁷

2.243 L'instabilité parmi les membres de l'Alliance ANZUS

Comme décrit déjà, le parti travailliste Néo-zélandais a reconquis la puissance en 1984 sur un engagement à interdire l'accès à leur territoire, à leurs ports et à leurs eaux des avions et des navires de guerre fonctionnant à l'énergie nucléaire et/ou avec les armes nucléaires. L'adoption de cette politique nouvelle a eu pour résultat que la Nouvelle Zélande était subitement en conflit avec ses alliés traditionnels de l'alliance ANZUS.

⁹² HENNINGHAM op. cit., p. 83.

⁹³ KAUL, op. cit, pp. 84 – 85.

⁹⁴ OWEN-JONES Robert, « The South Pacific Nuclear Free Zone (Rarotonga) Treaty », comme présenté au Tenth Regional Disarmament Meeting in the Asia-Pacific Region, Jakarta, le 16 février 1998.

⁹⁵ DORRANCE, The United States and the Pacific Islands, op. cit., pp. 45 – 46.

⁹⁶ On doit noter que les États-Unis ont signé le traité le 25 mars 1996, mais ils continuent à refuser de le ratifier.

⁹⁷ *ibid*, p. 47.

Tout d'abord, la politique néo-zélandaise est allée à l'encontre des principes directeurs de l'Alliance, avec la Nouvelle Zélande perçue maintenant comme un allié n'étant plus prêt à contribuer aux intérêts communs occidentaux dans la région. Bien que les visites de la marine américaine en Nouvelle Zélande fussent rares et de peu d'intérêt pour les opérations américaines, les États-Unis ont considéré que la Nouvelle Zélande s'opposait aux principes de l'alliance.⁹⁸

De plus, les États-Unis toutefois étaient inquiets des conséquences possibles de la nouvelle politique de la Nouvelle Zélande sur les attitudes des autres états et régions du monde qui représentaient plus d'importance aux yeux des États-Unis et pour les arrangements stratégiques occidentaux. Le gouvernement américain a vu le potentiel pour cette décision à influencer les intérêts de défense qui étendent bien au-delà le Pacifique sud. Par conséquent, le gouvernement des États-Unis a essayé d'empêcher l'interdiction de partager aux régions du monde plus délicates.⁹⁹ La réponse des États-Unis à la Nouvelle Zélande a fait comprendre qu'il n'y avait aucun allié qui pourrait suivre l'exemple de la Nouvelle Zélande et qui pourrait s'attendre à ce que les arrangements défensifs avec les États-Unis resteraient intacts. Malgré des tentatives envers la réconciliation, mené par l'Australie, la Nouvelle Zélande a cessé d'être un allié proche des États-Unis et le cadre de l'alliance ANZUS qui a impliqué la Nouvelle Zélande a cessé d'opérer.¹⁰⁰

Aux États-Unis, le problème de l'instabilité parmi les membres de l'alliance ANZUS est resté dans le domaine politique, sans débat public à propos des conséquences de la décision néo-zélandaise. La conséquence était toutefois fortement évidente dans le Pacifique sud pendant la fin des années 1980 et le début des années 1990. Bien que l'Australie ait continué à préserver son rapport stratégique avec les États-Unis sous le couvert de l'alliance ANZUS qui était maintenant un accord bilatéral, le soutien de la population néo-zélandaise a continué d'augmenter en faveur de cette politique. Malgré la ré-élection d'un gouvernement conservateur en Nouvelle Zélande en 1990, la volonté de la population a eu pour résultat que cette politique fut maintenue. Pour le reste du Pacifique sud, l'Australie était considérée comme sympathisante de la superpuissance avec peu d'intérêt régional, alors que la Nouvelle Zélande était considérée comme une véritable nation régionale à cause de son action positive envers

⁹⁸ HENNINGHAM, op. cit., p. 119.

⁹⁹ STOKES Donald E., « U.S. political change and the ANZUS relationship » in BAKER (ed.) Australia, New Zealand and the United States : Internal change and alliance in the ANZUS states, op. cit , p. 123.

¹⁰⁰ HENNINGHAM, loc. cit.

les États-Unis. Par conséquent, avec la majorité des îles offrant leur soutien à la position néo-zélandaise, la bonne volonté de la région envers les États-Unis a été sensiblement amoindrie.¹⁰¹

2.244 Des nouvelles initiatives non-occidentales envers la région

Les tentatives infructueuses de l'URSS à prendre pied dans le Pacifique sud à la fin des années 1970 ont été suivies par des attitudes négatives régionales contre l'URSS grâce à la condamnation mondiale de l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979. Dès 1985 toutefois, ces attitudes négatives ont commencé à décliner, coïncidant avec des intérêts accrus soviétiques dans la région qui était elle-même encore sous l'expérience d'un manque d'intérêt direct américain.¹⁰² Le 28 juillet 1986, Gorbatchev, le leader soviétique, a dit dans un discours à Vladivostok que l'URSS était intéressée par la région du Pacifique sud. Cette position fut réitérée dans une interview accordée à un journal indonésien en juillet 1987, et encore dans un autre discours du 16 septembre 1988.¹⁰³ La réalisation de cet intérêt soviétique a pris plusieurs formes, soit directe ou indirecte.

Il y avait les tentatives réussies soviétiques à obtenir les droits de pêche en Kiribati en 1985 et en Vanuatu en 1987 qui ont forcé les États-Unis à être finalement sérieux en négociations avec ces états insulaires au sujet des droits américains de pêche dans la région. En 1986, des délégations commerciales soviétiques ont visité les îles Fidji et encore en 1988 au Vanuatu, Tonga et la Papouasie nouvelle Guinée, mais sans succès commercial. En 1990, l'URSS a négocié plus d'accords de pêche avec les îles Solomon, les îles Fidji et la Papouasie nouvelle Guinée.¹⁰⁴

Du point de vue politique, les soviétiques ont essayé de promouvoir une attitude positive dans la région. Leur soutien rapide de la SPNFZ aussi bien que leur approbation générale de la politique antinucléaire du gouvernement néo-zélandais étaient considérée positivement dans la région parmi les états insulaires.¹⁰⁵ Puis, des fonctionnaires supérieurs du gouvernement soviétique ont rencontré des fonctionnaires supérieurs australiens et néo-zélandais pour discuter des affaires d'intérêt mutuel entre 1987 et 1990.¹⁰⁶ Et, dans un discours en février 1990, le Premier ministre soviétique, M.

¹⁰¹ *ibid*, pp. 119-120.

¹⁰² *ibid*, p. 95.

¹⁰³ KAUL, *op. cit.*, p. 132.

¹⁰⁴ *ibid*, p. 136.

¹⁰⁵ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, *op. cit.*, p. 31 et p. 131.

¹⁰⁶ HOADLEY, *op. cit.*, p. 49.

Ryzhkov, a dit que « les soviets ont voulu continuer de renforcer la paix et la sécurité en Asie et le Pacifique, non pas par l'accumulation d'armes mais plutôt par des mesures politiques et sociales fondées sur l'équilibre des intérêts de tous les états de la région. »¹⁰⁷ En mars 1990, l'URSS a également ouvert une ambassade à Port Moresby en Papouasie nouvelle Guinée.

Aussi bien que les tentatives soviétiques envers la région, la Libye a essayé de participer dans le Pacifique sud, mais à un niveau sensiblement inférieur. Cette participation a pris la forme entre 1987 et 1990 de la provision des fonds et de la formation paramilitaire des factions radicales en Vanuatu et Nouvelle Calédonie et des liens limités entre la Libye et des éléments radicaux en Papouasie nouvelle Guinée et à la Polynésie française.¹⁰⁸ Il y a eu aussi une tentative libyenne d'ouvrir un poste diplomatique en Vanuatu en 1987, mais il a été empêché après des pressions du gouvernement australien et de l'église.¹⁰⁹

Ces tentatives non-occidentales envers la région pendant la fin des années 1980 ont eu pour effet d'augmenter la conscience politique américaine envers le Pacifique sud. Se rappelant que la Guerre froide était encore du passé proche et que la région était toujours dans la sphère stratégique occidentale, malgré les problèmes avec l'alliance ANZUS, ces interventions possibles de l'URSS et de la Libye dans la région étaient une raison d'inquiétude à Washington D.C.¹¹⁰

2.245 Les actions américaines envers la région pendant le quatrième cycle

Une analyse de ces quatre événements régionaux du quatrième cycle révèle que les États-Unis se sont trouvés face à des pressions régionales et externes pendant la période qui a précédé et était dans le quatrième cycle de 1987 à 1992. Pourtant, pour diverses raisons les États-Unis ont adopté une attitude positive face aux problèmes, comme il apparaît dans leur façon à long terme de traiter la question des droits de pêche dans la région. Plutôt, des facteurs comme les initiatives soviétiques et libyennes envers la région ont incité une nouvelle attention des États-Unis.

En 1989, une délégation du Congrès (CODEL) a visité sept pays dans la région¹¹¹ et a publié un rapport qui n'a pas seulement soutenu la politique étrangère des États-

¹⁰⁷ *ibid.*

¹⁰⁸ DORRANCE, *The United States and the Pacific Islands*, op. cit., p. 124.

¹⁰⁹ HENNINGHAM, op. cit., p. 96.

¹¹⁰ *ibid.*, p. 97.

¹¹¹ Les sept pays étaient les îles Fidji, Kiribati, Vanuatu, la Papouasie nouvelle Guinée, la Nouvelle-Calédonie, les îles Solomon et les îles de Samoa occidentale.

Unis envers la région de 1978, mais qui est allé aussi plus loin par la proposition des recommandations plus spécifiques et plus vastes d'actions américaines envers la région. Le rapport a dépeint la période d'engagement des États-Unis dans la région depuis 1945 comme une période d'indifférence, avec les États-Unis lents à répondre aux problèmes de la décolonisation dans la région. Il a noté aussi que le réservoir précédent de bonne volonté diminuait rapidement. En tant que tel, le rapport a demandé « une redécouverte, une sensibilité plus grande, et le développement d'une nouvelle stratégie détaillée pour la région. »¹¹² La délégation a noté qu'il y avait un potentiel plus grand pour l'instabilité politique parmi les îles de la région que dans le passé, avec les troubles aux îles Fidji en Papouasie nouvelle Guinée et au Vanuatu cités comme des exemples. Il était noté qu'un manque de développement économique régional en association avec la possibilité d'intervention soviétique dans la région, malgré les problèmes internes de l'URSS, pouvaient aggraver des situations de malaise.¹¹³

Dans ses conclusions, le rapport a suggéré trois domaines majeurs qui ont eu besoin d'attention américaine sous la forme d'une révision de la politique étrangère envers la région. Ces domaines étaient les suivants :

- a. Premièrement, les États-Unis devraient être présents dans la région, y compris aux niveaux les plus hauts de représentation diplomatique, une participation augmentée dans les institutions régionales et un réalignement des missions diplomatiques existantes.
- b. Deuxièmement, les États-Unis devraient établir plus de programmes bilatéraux d'aide, ainsi que une stratégie de promotion de l'investissement, du commerce, du tourisme et une augmentation en activités du « Corps de la Paix » dans la région.
- c. Troisièmement, les États-Unis devraient aborder les questions écologiques régionales par la ratification de la SPNFZ, la Convention de Wellington contre la pêche aux filets dérivants et la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement du Pacifique sud.¹¹⁴

Dès 1990, les recommandations du rapport CODEL commençaient à être formulées dans les communiqués officiels sur la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis à la région du Pacifique sud, le gouvernement Bush se concentrant activement sur les besoins de la région. Tout d'abord cette année, le directeur du

¹¹² KISTE, « The United States and the Pacific Islands », op. cit., p. 113.

¹¹³ *ibid.*

¹¹⁴ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », op. cit., pp. 113 - 114.

département d'état du bureau des affaires Pacifique sud a décrit cela en tant qu'élément du foyer rajeuni des États-Unis sur la région, les objectifs principaux de politique étrangère du gouvernement américain envers la région étant de :

- a. renforcer les institutions démocratiques dans la région,
- b. promouvoir la croissance économique et le développement, et
- c. empêcher la région de devenir un secteur de la rivalité des superpuissances.¹¹⁵

En octobre 1990, le Président Bush a promu le processus de rajeunissement envers le Pacifique du sud en rassemblant un sommet régional de chefs d'îles du Pacifique sud en Hawaï. À ce sommet, il a déclaré que « les États-Unis se sont consacrés à la sécurité durable de la région ; une sécurité qui ne vient pas tellement de la force des armes, mais de la consolidation des personnes libres, des marchés libres et des économies libres. »¹¹⁶ Pendant le sommet, il a alors décrit les sept propositions américaines suivantes envers le Pacifique sud :

- a. La prolongation du traité régional de pêche entre la région du Pacifique sud et les États-Unis.
- b. L'utilisation de limitations strictes sur l'utilisation de l'unité pour l'élimination d'armes chimiques à l'Atoll Johnston.
- c. L'établissement d'une Commission commerciale commune (CCC)¹¹⁷ à consulter sur le commerce et les opérations commerciales dans la région.
- d. L'établissement par la société américaine pour l'investissement privée à l'étranger (OPIC)¹¹⁸ des fonds de croissance de l'Asie-Pacifique et des fonds d'investissements environnementaux.
- e. L'encouragement d'une mission menée par l'OPIC pour des investissements américains dans la région.
- f. L'augmentation de l'aide financière d'USAID pour les ressources agricoles et marines du secteur américain privé.
- g. La prolongation de trois programmes éducatifs d'échange dans la région.¹¹⁹

¹¹⁵ HOADLEY, op. cit., p. 39.

¹¹⁶ Ibid.

¹¹⁷ Joint Commercial Commission ou JCC en anglais.

¹¹⁸ OPIC est l'abréviation pour the American Overseas Private Investment Corporation en anglais.

¹¹⁹ *ibid*, pp. 39 – 40.

Pour les États-Unis, cette nouvelle approche à la région du Pacifique sud était parfaitement harmonisée avec la vision américaine du monde changeant après la Guerre froide dans un climat d'arrangements multilatéraux stratégiques et économiques.¹²⁰ Pour la région du Pacifique sud, cette approche devait signifier un éloignement de la mise en œuvre directe d'une politique de « dénégation stratégique » des adversaires de l'ouest à une politique plus fortement dépendante de l'engagement économique. Pourtant pour ceux de cette région, quoique cette approche américaine ait été perçue comme changement positif par rapport aux approches américaines précédentes à la région, elle a toujours été considérée comme seulement les premières étapes dans la bonne direction.¹²¹

Malheureusement pour le Pacifique sud, en dépit des expressions des déclarations américaines positives envers la région et des intentions de participation régionale sans précédent par les États-Unis, les événements marquants la fin de la Guerre froide ainsi que les contraintes budgétaires américaines ont vu ces initiatives américaines envers la région sévèrement entravées et minées.¹²² Tandis que certaines initiatives comme la prolongation du traité de pêche et les limitations sur l'utilisation de l'organisation militaire pour l'élimination d'armes chimiques avançaient rapidement, d'autres étaient sujettes aux retards et/ou à des limitations considérables. Premièrement, les doutes ont augmentés à propos de l'efficacité de la participation intensive proposée du secteur privé américain dans les micro-états isolés de la région qui étaient considérées comme pauvres. Deuxièmement, la proposition de CCC dépérissait en raison du manque des fonds du gouvernement américain.¹²³ Troisièmement, la mission d'OPIC dans la région était sujette continuellement à des retards jusqu'en 1992 où elle a eu lieu sous une forme sensiblement réduite, alors que les propositions de fond d'OPIC ne se produisaient jamais.¹²⁴ En plus de la perception négative de l'incapacité d'exécuter ces initiatives américaines promises, était le fait que le Président Bush avait continué à refuser ouvertement de signer les protocoles de la SPNFZ, en dépit des appels du Congrès et des chefs d'états insulaires.¹²⁵

¹²⁰ Voir Annexe C, page C-7 pour une élaboration de la politique étrangère américaine envers le monde pendant les années du gouvernement Bush.

¹²¹ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », op. cit., pp. 119 - 120.

¹²² HENNINGHAM, op. cit., p. 94.

¹²³ HOADLEY, op. cit., p. 40.

¹²⁴ KISTE, « The United States and the Pacific Islands », op. cit., p. 120.

¹²⁵ HOADLEY, loc. cit.

Ainsi, vers la fin du quatrième cycle en 1992, le Pacifique sud était une région qui avait été l'objet de la rhétorique considérable des États-Unis en ce qui concerne une augmentation de la politique étrangère américaine et la proposition de l'exécution des politiques régionales améliorées mais, en fin de compte, il n'était pas vraiment mieux loti par rapport à ce qu'il avait été à n'importe quelle étape pendant les 47 années précédentes de la guerre froide.

Partie III : La mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis dans le Pacifique sud depuis la fin de la guerre froide (1992 - 2000)

Pendant les 47 années de la Guerre froide, la politique étrangère des États-Unis était conduite essentiellement par la politique de « containment » de communisme. Dans les régions principales du monde comme l'Europe et l'Asie, la mise en œuvre de cette politique était directe et omniprésente dans toutes les actions américaines contre la propagation du communisme. Dans les autres régions comme le Pacifique sud, bien que la politique générale de « containment » ait existé fortement en principe, sa mise en œuvre spécifique par une politique étrangère américaine ne s'est qu'effectuée ou n'a été changée qu'après qu'un événement ou un problème ait atteint un niveau crucial qui a nécessité une réponse américaine. Normalement pour ces autres régions, ces réponses américaines ont pris la forme d'actions ou de rapports d'intention de passage à l'acte pour protéger les intérêts stratégiques et économiques des États-Unis dans la région. Pour les nations du Pacifique sud, quoi que le niveau et la méthode de la réponse américaine ne fussent pas toujours considérés comme étant les plus appropriés à la situation, au moins ces nations ont su que les États-Unis étaient toujours intéressés dans la région.

Avec la fin de la guerre froide cependant, cette situation a changé nettement.¹²⁶ Le point focal de la confrontation bipolaire en Europe n'a plus existé, avec l'incertitude des États-Unis au sujet du niveau de leur participation autour du monde et de la mise en œuvre de leur politique étrangère.¹²⁷ Alors que la politique étrangère des États-Unis a équilibré les positions de l'isolationnisme et de l'action globale dans un monde changeant et ils ont concentré leurs intérêts en Europe, en Asie et au Moyen-Orient.¹²⁸ Les régions isolées, comme le Pacifique sud, se sont trouvées reléguées comme régions de peu d'intérêt aux États-Unis. Dès 1992 les îles Pacifiques ressentaient les résultats de la fin de la Guerre froide. Toutes les forces d'appui qu'elles pourraient une fois avoir pu extraire à partir de la concurrence globale entre l'est et l'ouest avaient été maintenant perdues. Comme décrit par l'ancien Premier ministre d'Australie, Paul Keating, « Les

¹²⁶ Voir Annexe C, pages C-8 – C-10 pour une élaboration de la politique étrangère américaine envers le monde pendant les années 1990.

¹²⁷ KELLY James A. , « U.S. security policies in the Pacific for the 1990s » in BAKER Richard W. (ed.) *The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States*, Connecticut ; Praeger, 1994, p. 50.

¹²⁸ KEATING Paul, loc. cit.

cœurs et les esprits des insulaires isolés du Pacifique n'ont plus valu de l'or dans les capitales des grandes puissances. »¹²⁹

Dans la perspective d'un manque apparent d'intérêt américain envers Pacifique sud depuis la fin de la Guerre froide, on devrait considérer :

- a. premièrement, dans quelle mesure les actions que les États-Unis ont prises dans la région depuis 1992 corroborent cette perspective ;
- b. deuxièmement, dans quelle mesure est-ce que ce manque apparent d'intérêt des États-Unis envers la région est en fait la mise en œuvre d'une politique étrangère américaine.

3.1 Les actions des États-Unis envers le Pacifique sud de 1992 à 2000

Comme noté déjà, dans les circonstances de la période brève depuis la fin de la Guerre froide en 1992, le gouvernement du Président Clinton n'a montré pratiquement aucun intérêt dans les îles de la région du Pacifique sud.¹³⁰ Cette situation est vraie même par rapport aux territoires américains et les états associés. Bien que des liens d'enseignement, d'aide et de coopération de défense aient continué à opérer envers les îles de la région, ces liens ont été à un niveau extrêmement limité.¹³¹ En fait, les actions des États-Unis par rapport au Pacifique sud depuis 1992 peuvent être décrites mieux comme actions de réduction et de retrait de la région parce que la région n'est pas importante pour les intérêts nationaux des États-Unis.¹³²

D'abord, avec le changement du gouvernement américain en 1992, l'ambassadeur de États-Unis aux îles Fidji, qui a été nommé auparavant par les Républicains, était démis de ses fonctions et n'a pas été remplacé jusqu'en 1994.¹³³ Cette action était le premier signe pour les îles du Pacifique sud de la nouvelle direction du gouvernement américain envers la région. Ensuite, le gouvernement américain s'est lancé dans un programme de réduction des effectifs dans leurs missions diplomatiques dans la région.¹³⁴ À l'extrémité de cette activité, le poste administratif aux îles Solomon était fermé définitivement, et l'ambassadeur américain en Papouasie-Nouvelle-Guinée qui a

¹²⁹ *ibid*, p.195.

¹³⁰ Voir para 1.3 pour une description des intérêts des États-Unis dans le Pacifique sud depuis 1992.

¹³¹ HENNINGHAM, *op. cit.*, p. 94.

¹³² KISTE, *messengerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud*, *loc. cit.*

¹³³ HENNINGHAM, *loc. cit.*

¹³⁴ KISTE, *messengerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud*, *loc. cit.*

contrôlé ce poste n'a pas informé de cette fermeture avant sa mise en application.¹³⁵ La seule chose apparemment qui a sauvé le poste administratif aux îles de Samoa occidental de la fermeture était le lobbying au Congrès par les représentants des îles de Samoa américain.¹³⁶

Les autres actions américaines de réduction et de retrait pendant la période depuis 1992 envers la région du Pacifique sud ont été les suivantes :

- a. En 1994, le bureau d'USAID à Suva aux îles Fidji était fermé définitivement, les États-Unis supprimant le programme d'USAID à la région peu à peu.
- b. Le nombre des effectifs du « Peace Corps » était réduit considérablement.
- c. À la fin de 1994, la proposition du CCC était finalement suspendue.¹³⁷
- d. En 1996, le gouvernement américain a fermé définitivement son bureau des affaires des îles Pacifique à Washington D.C., qui avait été ouvert pendant les années 1970 après les ouvertures soviétiques vers le Pacifique. Les fonctions de ce bureau étaient mises sous contrôle du bureau des affaires de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.¹³⁸
- e. Le manque total d'attachement et de soutien des États-Unis pour la région lors des tentatives de celle-ci pour bloquer les essais nucléaires de la France dans le Pacifique en 1995 et en 1996 a provoqué la colère. Tandis que les États-Unis ont soutenu les îles de la région à la fin de la Guerre froide à propos de ses inquiétudes écologiques, le silence américain au sujet des essais nucléaires français était considéré dans la région comme un indice du soutien des États-Unis pour les actions françaises ; ces actions étant en réalité anti-Pacifique.¹³⁹
- f. Bien que les États-Unis aient signé le traité de Rarotonga le 25 mars 1996 et que la France ait signé finalement après la fin de ses essais nucléaires, les États-Unis ont continué à refuser de ratifier les protocoles du traité, à la colère des gens des états insulaires du Pacifique sud.¹⁴⁰

¹³⁵ HENNINGHAM, loc. cit.

¹³⁶ KISTE, messagerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, loc. cit.

¹³⁷ HENNINGHAM, loc. cit.

¹³⁸ KISTE, messagerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, loc. cit.

¹³⁹ *ibid.*

¹⁴⁰ South Pacific Forum Secrétariat, www.forumsec.org.fj/docs/statussp.htm, South Pacific Nuclear Free Zone Treaty Status Report page, Suva ; le site de l'Internet du forum, 2001.

- g. Coïncidant avec le changement partiel dans la position américaine par rapport à la proposition pour la SPNFZ pendant le milieu des années 1990, les États-Unis ont modifié leur politique maritime : fondée sur l'ancien concept de « bluewater » de la Guerre froide et sur les bâtiments armés avec armes nucléaires, elle évolue vers un contrôle territorial des littoraux dans les régions d'intérêt principal aux États-Unis et normalement sans armes nucléaires. Pour les îles du Pacifique sud considérées comme une région de peu d'intérêt aux États-Unis, bien qu'il vouldse dire que les États-Unis aient cessé le déploiement des armes nucléaires à travers la région, cette action a réduit aussi sensiblement la quantité du trafic maritime américain à travers la région. Le résultat de cette action était un impact majeur sur les économies de beaucoup d'îles du Pacifique sud qui ont dépendu du revenu gagné par le transit des militaires américains à travers la région.¹⁴¹

Sauf pour ces actions qui peuvent être perçues principalement comme négatives par les habitants de la région, les États-Unis ont fait peu preuve d'une nature directement constructive en ce qui concerne le Pacifique sud depuis la fin de la Guerre froide. Même quand les événements surviennent dans la région, comme les crises récentes aux îles Solomon et aux îles Fidji, le gouvernement des États-Unis a démontré peu d'attention.¹⁴² Quoi qu'il y ait des personnes dans le gouvernement américain qui considèrent que les États-Unis ont été négligents en n'essayant pas au moins de répondre aux inquiétudes de la région, ces avis n'ont pas été relevés ou ont été simplement laissé place à des autres besoins considérés plus importants aux intérêts des États-Unis dans les autres régions du monde. Par exemple, M. Stan Roth, l'adjoint au ministre américain des Affaires étrangères pour les régions de l'Asie de l'est et des îles Pacifique a exprimé son intérêt personnel dans les questions que la région doit confronter comme l'environnement et l'économie ; pourtant l'axe principal de son organisation est fondé sur le fait que les affaires de l'Asie de l'Est sont suprêmes aux yeux des gouvernements des États-Unis. En tant que tel, son organisation a passé le temps minimal sur les problèmes et l'avenir du Pacifique sud.¹⁴³

On peut conclure qu'à l'évidence, le manque apparent d'intérêt américain qui existe envers la région du Pacifique sud depuis 1992 peut être corroboré par une révision des actions directes mis en œuvre par les États-Unis dans la région depuis la fin

¹⁴¹ HENNINGHAM, op. cit., p.119.

¹⁴² KISTE, messagerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, loc. cit.

¹⁴³ *ibid.*

de la Guerre froide. La question suivante doit être « Ces actions coïncident-elles avec la mise en œuvre d'une politique étrangère envers la région ou résultent-elles d'un manque de telle politique spécifique ? »

3.2 La politique étrangère américaine envers le Pacifique sud de 1992 à 2000 : une mise en œuvre ou l'absence d'une politique régionale?

D'abord, il est trop simple de déclarer qu'il n'y avait pas de politique étrangère américaine envers le Pacifique sud depuis la fin de la Guerre froide. Cette position occulte la possibilité que les États-Unis peuvent avoir mis en œuvre une politique envers cette région à travers sa mise en œuvre dans une région plus grande comme l'Asie-Pacifique.

Pour répondre à cette question donc, on pourrait étudier les ressources disponibles pour chercher les opinions à propos de la politique étrangère des États-Unis envers le Pacifique sud depuis 1992. Une analyse de la politique étrangère des États-Unis depuis 1992 révèle qu'il y a un vide majeur des ressources en ce qui concerne la mise en œuvre de cette politique à la région du Pacifique sud. On peut conclure des études qui sont disponibles qu'il y a deux écoles de la pensée sur cette question.

3.21 Une mise en œuvre en cascade d'une politique américaine envers le Pacifique sud ?

D'abord, des analystes considèrent que la politique étrangère des États-Unis envers le Pacifique sud depuis 1992 a été simplement une évolution implicite en cascade de la politique étrangère des États-Unis envers la région de l'Asie-Pacifique, avec le Pacifique sud comme sous-région. Cette proposition est fondée sur l'assertion que dans le monde de l'après Guerre froide, la politique étrangère mondiale des États-Unis est conduite principalement sur quatre buts généraux¹⁴⁴ et intègre les considérations économiques et de sécurité dans les rapports multilatéraux. Elle suggère ensuite que les États-Unis laissent intentionnellement la mise en œuvre sous-régionale de leur politique étrangère à l'effet secondaire¹⁴⁵ de leurs politiques comme définies à travers les forums régionaux majeurs comme le groupe pour la coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC)¹⁴⁶ et les autres organisations régionales de sécurité et

¹⁴⁴ Voir Annexe C, pages C-9 – C-10 pour une élaboration de ces quatre buts de la politique étrangère américaine envers le monde depuis 1992.

¹⁴⁵ Ripple effect en anglais.

¹⁴⁶ APEC veut dire « Asia-Pacific Economic Cooperation » en anglais.

d'économie.¹⁴⁷ En accord avec leur politique étrangère mondiale, les États-Unis se considèrent comme leaders dans la communauté de l'Asie-Pacifique et par conséquent sont les participants principaux aux développements de coopération régionale par rapport aux réformes économiques et politiques, et les questions des droits de l'homme dans la région entière.¹⁴⁸ On peut noter les remarques de Madeleine K. Albright, l'ancien ministre d'État américain, en novembre 1999 quand elle a exposé que « les États-Unis étaient résolus à développer le cadre multilatéral des normes établies de comportement et d'action dans la région de l'Asie-Pacifique, être conduit par les États-Unis et fondé sur les principes fondamentaux de démocratie, des marchés libres, du respect pour la justice et d'un engagement pour la paix, autour de laquelle les nations pourraient se rassembler. »¹⁴⁹

Quelques analystes vont plus loin dans leurs déclarations que les États-Unis mettent en œuvre leur politique étrangère indirectement envers le Pacifique sud par leurs rapports avec les puissances régionales majeures, constatant que les États-Unis considèrent les pays majeurs du Pacifique sud comme l'Australie, la Nouvelle Zélande et, à un moindre degré, la France comme les nations qui doivent aborder et gérer les problèmes significatifs parmi les îles de cette sous-région de l'Asie-Pacifique.¹⁵⁰ Pour l'Australie et la Nouvelle Zélande, les États-Unis reconnaissent que ces pays peuvent exercer une influence sur les îles de la région grâce à leur adhésion principale au Forum du Pacifique sud.¹⁵¹

Ces analystes notent particulièrement l'importance pour la région du rapport entre les États-Unis et l'Australie qui est fondé sur les vestiges bilatéraux de l'alliance ANZUS (après le retrait de la Nouvelle Zélande pendant les années 1980) et qui continue à fournir aux États-Unis l'accès militaire au sud de l'Asie. Ils croient que ce rapport donne aux États-Unis aussi une autre possibilité pour permettre d'exercer une influence limitée indirecte sur la région du Pacifique sud.¹⁵²

¹⁴⁷ CAMILLERI Joseph A., « The Asia-Pacific in the post-hegemonic world » in MACK Andrew et RAVENHILL John (eds) *Pacific cooperation : building economic and security regimes in the Asia-Pacific region*, Canberra ; Allen & Unwin, 1994, p. 181.

¹⁴⁸ ALBRIGHT, Madeleine K., « Excerpts of testimony speeches and remarks » in United States Department of State, *Focus on the issues : Asia and the Pacific*, Washington D.C. ; United States Bureau of Public Affairs, November 1999, p. 29.

¹⁴⁹ Ibid.

¹⁵⁰ HENNINGHAM, op. cit., p.135.

¹⁵¹ ibid.

¹⁵² BAKER, *The ANZUS States and their region*, op. cit., pp. 196 - 197.

En conclusion, des analystes proposent que, par la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis envers la région de l'Asie-Pacifique et envers les puissances majeures autour de la région du Pacifique sud, les États-Unis soient en fait capable d'influencer les îles du Pacifique sud. En conséquence, les analystes suggèrent qu'il n'y a pas de nécessité pour les États-Unis de définir une politique étrangère explicite envers la région du Pacifique sud. Pour ces analystes, les actions négatives directes envers la région depuis 1992 sont simplement des extensions de cette affirmation, les États-Unis rationalisant leur position et l'utilisation de leurs ressources dans la région.

3.22 Une absence de politique américaine envers le Pacifique sud ?

Inversement, d'autres analystes suggèrent que le manque de littérature à propos de la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis envers le Pacifique sud depuis 1992 est en fait une réflexion vraie du déclin de l'intérêt américain dans cette région. Ils croient qu'il reflète la pertinence stratégique réduite de la région insulaire pour les États-Unis dans l'environnement du monde après la Guerre froide, avec les préoccupations domestiques, les problèmes budgétaires du gouvernement américain, et les inquiétudes pressantes qu'ils ont dans les autres régions du monde.¹⁵³ En bref, ces autres analystes croient que dans le monde après la Guerre froide, les intérêts américains sont essentiellement stratégiques et quand il n'y a pas de préoccupations stratégiques de grande importance dans une région, comme le Pacifique sud, les États-Unis ne sont pas intéressés, et ensuite, il n'y aura pas de politique étrangère américaine spécifique envers la région.

Le soutien pour cette proposition est plus facile à trouver que pour la première proposition au sujet de la mise en œuvre en cascade d'une politique américaine. D'abord, une révision simple des actions américaines envers la région pendant les années 1990 suggérait, sur ses apparences, que les États-Unis n'aient pas eu de direction positive spécifique envers le Pacifique sud, et que toutes les actions soient simplement des retraits de leurs actions précédents envers la région.¹⁵⁴

Ensuite, on peut discuter sur le fait que les États-Unis ne considèrent pas les îles du Pacifique sud comme importantes dans l'ensemble des pays qui forment l'APEC puisque ces îles ne sont représentées dans cette communauté que par le Forum du Pacifique sud, et seulement avec le statut d'observateur. Ce point suggérait que l'APEC

¹⁵³ KISTE, messagerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, loc. cit.

¹⁵⁴ *ibid.*

soit principalement destiné aux nations asiatiques et aux nations de la ceinture du Pacifique qui encerclent l'Océan Pacifique où les États-Unis ont un intérêt économique. Depuis que les îles du Pacifique sud sont reconnues comme des pays du tiers-monde, on peut considérer qu'il n'y a pas d'intérêt financier pour les États-Unis dans cette région.

Finalement, bien que les États-Unis aient des rapports forts militairement et économiquement avec l'Australie, tous les avantages pour les îles du Pacifique sud de ces rapports sont plus des liens entre l'Australie et la région que par quelque direction implicite des États-Unis. En conséquence, des analystes proposent que le Pacifique sud profite sensiblement plus des intérêts stratégiques australiens dans la région que des effets secondaires des intérêts américains en Australie.¹⁵⁵

En conclusion, ces autres analystes suggèrent que toutes les études prouvant que les États-Unis ont mis en œuvre leur politique étrangère envers le Pacifique sud à travers les effets secondaires des autres régions et/ou pays est trop simpliste et trop bienveillant pour les États-Unis. Ils pensent que le Pacifique sud n'a ni les intérêts stratégiques ni les intérêts économiques à créer même un niveau d'intérêt mineur dans la région.¹⁵⁶

3.23 Les États-Unis, le Pacifique sud et la source de leurs liens depuis 1992

Bien qu'il soit impossible de conclure avec exactitude si les États-Unis ont en fait mis en œuvre une politique étrangère envers le Pacifique sud depuis 1992, fondée sur les ressources disponibles, on peut dire que les actions américaines envers la région pendant ces huit ans suggéraient une ignorance et, dans une certaine mesure, un mépris de l'importance de cette région aux États-Unis et était inspirée de sa politique de « containment » pendant les années de la Guerre froide. Avec du recul, ces actions ont concrétisé les peurs de M. Paul Keating, l'ancien Premier ministre d'Australie, qui pensait en 1991 qu'il était impératif que les États-Unis continuent à s'engager dans tout le Pacifique du point de vue politique, économique et stratégique, pour l'avantage continu de la région.¹⁵⁷

¹⁵⁵ KEATING, op. cit., p.196.

¹⁵⁶ KISTE, messagerie électronique sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, loc. cit.

¹⁵⁷ KEATING, op. cit., p.26.

Conclusion

A l'aube du troisième millénaire, les américains ont élu un nouveau gouvernement républicain pour les diriger pendant les trois années prochaines. Du point de vue de la politique étrangère future des États-Unis, le monde attend avec impatience de découvrir ce changement. Produira-t-il des modifications fondamentales sur la façon dont les États-Unis participent au reste du monde ? Est-ce qu'il y aura un retour aux valeurs anciennes du mouvement républicain ? Est-ce qu'il y aura un mouvement vers une politique d'isolationnisme ou vers une d'une participation mondiale ? Ou, est-ce que l'attitude qui prévaut de la période après la Guerre froide continuera ? Le monde attend.

Pour le Pacifique sud, quelles que soient les directions que prend la politique étrangère des États-Unis, on ne peut qu'espérer que les premières années du troisième millénaire apportent un renouvellement dans l'attitude du gouvernement américain envers la région. Les États-Unis ne pourront pas continuer d'ignorer cette région qui a joué un très important rôle dans la politique américaine de « containment » pendant les années de la Guerre froide uniquement parce qu'elle ne présente pas d'intérêt stratégique et économique pour les États-Unis. Malheureusement, seul l'avenir le dira.

La Bibliographie

Cas général :

ALBRIGHT, Madeleine K., « Excerpts of testimony speeches and remarks » in United States Department of State, Focus on the issues : Asia and the Pacific, Washington D.C. ; United States Bureau of Public Affairs, November 1999.

ART Robert J., « America's foreign policy » in MACRIDIS Roy C. (ed) Foreign policy in world politics, New Jersey ; Prentice-Hall, 1985.

BAKER Richard W. (ed.) Australia, New Zealand and the United States : Internal change and alliance in the ANZUS states, Connecticut ; Praeger, 1991.

BAKER Richard W. (ed.) The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States, Connecticut ; Praeger, 1994.

CAMILLERI Joseph A., « The Asia-Pacific in the post-hegemonic world » in MACK Andrew et RAVENHILL John (eds) Pacific cooperation : building economic and security regimes in the Asia-Pacific region, Canberra ; Allen & Unwin, 1994.

CHAFE William H., « Social dynamics and political consciousness : The United States since 1945 » in BAKER Richard W. (ed.) Australia, New Zealand and the United States : Internal change and alliance in the ANZUS states, Connecticut ; Praeger, 1991.

COHEN Warren I., The Cambridge history of American foreign relations, Vol IV, America in the age of Soviet power, 1945 – 1991, Cambridge ; Cambridge University Press, 1993.

COLE Rodney V., Pacific 2010 : Challenging the future, Canberra ; The Research School of Pacific Studies, Australian National University, 1993.

CORDONNIER Isabelle, La France dans le Pacifique Sud : Approche géostratégique, Paris ; Publisud, 1995.

DORRANCE John C., Oceania and the United States : An analysis of US interests and policy in the South Pacific, Washington D.C. ; National Defence University, 1980.

DORRANCE John C., The United States and the Pacific Islands, Connecticut ; Praeger, 1992.

FRY Greg, « At the margin : the South Pacific and changing world order » in LEAVER Richard and Richardson J.L. (eds) The post-Cold War order : Diagnoses and prognoses, Canberra ; Allen & Unwin, 1993.

HENNINGHAM Stephen, The Pacific Island states : Security and sovereignty in the post-Cold War World, Hampshire ; MacMillan Press, 1995.

HOADLEY Steve, The South Pacific Foreign Affairs Handbook, Sydney ; Allen & Unwin, 1992.

KAUL Man Mohini, Pearls in the ocean : Security perspectives in the South-West Pacific, New Dehli ; UBS Publishers' Distributors Ltd, 1993.

KEATING Paul, Engagement : Australia faces the Asia-Pacific, Sydney ; Pan MacMillan Australia, 2000.

KELLY James A. , « U.S. security policies in the Pacific for the 1990s » in BAKER Richard W. (ed.) The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States, Connecticut ; Praeger, 1994.

KISTE Robert C., « The United States and the Pacific Islands » in BAKER Richard W. (ed.) The ANZUS States and their region : Regional policies of Australia, New Zealand and the United States, Connecticut ; Praeger, 1994.

MELANSON Richard A., American foreign policy since the Vietnam War, second edition, The search for consensus from Nixon to Clinton, New York ; St Martin's Press, 1996.

MORLEY James W., « The new world in the Pacific » in Morley James W. (ed.), The Pacific Basin : New challenges for the United States, New York ; The Academy of Political Science, 1986.

OWEN-JONES Robert, « The South Pacific Nuclear Free Zone (Raratonga) Treaty », comme présenté au Tenth Regional Disarmament Meeting in the Asia-Pacific Region , Jakarta, le 16 février 1998.

PONS Xavier, Le geant du Pacifique, Paris ; Economica, 1988.

RAAF College School of Applied Management, Australia's strategy and foreign policies, study guide no.3, Melbourne ; RAAF College, 1995.

ROSKIN Michael et BERRY Nicholas, IR : An introduction to international relations, New Jersey ; Prentice-Hall, 1990.

SANDAY Jim, South Pacific culture and politics : notes on current issues, Canberra ; The Research School of Pacific Studies, Australian National University, 1988.

SAVIGEAR Peter, « The United States : Superpower in decline ? » in BAYLIS John and RENGGER N.J. (eds.) Dilemmas of World Politics : International issues in a changing world, Oxford ; Clarendon Press, 1992.

SEGAL Gerald, « A Pacific century ? », in BAYLIS John et RENGERR N.J. (eds), Dilemmas of world politics : International issues in a changing world ; Oxford, Clarendon, 1992.

WALT Stephen M., « Two cheers for Clinton's foreign policy » in Foreign Affairs, Vol 79, no. 2, New York ; Foreign Affairs, mars/ avril 2000.

WHITE Donald W., The American century : The rise and decline of the United States as a world power, New Haven ; Yale University Press, 1996.

ZOELLICK Robert B., « A Republican foreign policy » in Foreign Affairs, Vol 79, no. 1, New York ; Foreign Affairs, janvier / février 2000.

Ouvrages collectifs :

Dictionnaire encyclopédique 2000, Paris ; Larousse, 1999.

L'Institut du Pacifique, Le Pacifique : «nouveau centre du monde », Paris ; Berger-Levrault, 1983.

Les messageries électroniques :

KISTE Robert C. (Directeur de la Centre des Affaires des îles Pacifiques), messagerie électronique au CDT FREDERICKS sur le sujet de la politique américain envers le Pacifique sud, Hawaii ; Université de Hawaï, le 2 novembre 2000.

Sites de l'Internet :

Australian Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), www.dfat.gov.au, le site de l'Internet du DFAT; Canberra, 2000.

Centre des Études des Îles Pacifiques (CPIS), www.hawaii.edu/cpis, Hawaii ; le site de l'Internet du CPIS, 2000.

South Pacific Forum Secrétariat, www.forumsec.org.fj , Suva ; le site de l'Internet du forum, 2001.

Les 22 pays et chaînes d'îles qui forment le Pacifique sud

(classer par leurs statuts politiques)¹

Pays	statut de la souveraineté	Niveau d'autonomie
Belau	association libre avec EU depuis 1994	complète
Les états fédérés de Micronésie	association libre avec EU depuis 1986	complète
Guam	territoire des EU	considérable
les îles Cook	association libre avec NZ depuis 1965	complète
les îles Fidji	indépendant depuis 1970	complète
Les îles Mariana du nord	un Commonwealth des EU	considérable
Les îles Marshall	association libre avec EU depuis 1986	complète
Les îles de Samoa américain	territoire des EU	considérable
Les îles de Samoa occidental	indépendant depuis 1962	complète
Les îles Solomon	indépendant depuis 1978	complète
Kiribati	indépendant depuis 1979	complète
Nauru	indépendant depuis 1968	complète
Niue	association libre avec NZ depuis 1974	complète
la Nouvelle-Calédonie	territoire de la France	considérable
La Papouasie-Nouvelle-Guinée	indépendant depuis 1975	complète
Pitcairn	territoire dépendant du Royaume-Uni	limitée
la Polynésie française	territoire de la France	considérable
Tokelau	territoire dépendant de la NZ	limitée
Tonga	indépendant depuis 1970	complète
Tuvalu	indépendant depuis 1978	complète
Vanuatu	indépendant depuis 1980	complète
Wallis et Futuna	territoire de la France	considérable

¹ HOADLEY Steve, op. cit., p. 21.

Un sommaire de la politique étrangère américaine depuis 1945

C.1 Les fondements de la politique étrangère des États-Unis de 1945 à 1975

De 1945 à 1975, les États-Unis ont fait l'expérience d'être le pays dominant du monde, dans une époque souvent appelée « Pax Americana ». ¹ Contrairement à leur politique étrangère de « l'isolationnisme » de l'entre-deux-guerres, cette époque de trente ans après la seconde guerre mondiale s'est caractérisée par l'implication des États-Unis dans les affaires du monde. Leur politique étrangère d'après-guerre, appelée « Containment » en anglais, était fondée sur la limitation de l'expansion du communisme au monde entier. ² Par cette politique, les États-Unis ont régné pendant cette période comme la plus grande puissance militaire et la plus grande économie du monde. Il n'y avait pas un endroit au monde hors de leur portée. ³ Ils ont créé un système d'alliances autour du monde. Leurs forces militaires sont intervenues dans des conflits quand ils ont décidé que cette intervention était nécessaire. Avec leur force nucléaire, ils étaient capables d'intimider leurs adversaires communistes, si nécessaire. Ils ont produit une présence économique au monde entier avec le dynamisme et la grandeur de leur économie. En bref, leur politique étrangère était mesurée au nombre de leurs succès et non de leurs échecs. ⁴

Quoique la politique de limitation de l'expansion du communisme ait été invariablement à la base de la politique étrangère des États-Unis après 1945, cette politique est passée par trois phases distinctes. Tout d'abord, la première phase, de 1945 jusqu'à 1950, n'a qu'impliqué une politique contre l'expansion du communisme en Europe, employant des moyens politiques et économiques, et sans des moyens militaires. Cette politique était développée progressivement pendant cette période à cause des inquiétudes de l'Exécutif américain à propos du niveau d'activisme aux affaires étrangères que le Congrès et le public américain toléreraient. Puis, de 1950 à 1968, la deuxième phase était témoin de la globalisation de cette politique étrangère américaine, utilisant les instruments politiques des alliances, de l'aide étrangère et une

¹ ART Robert J., « America's foreign policy » in MACRIDIS Roy C. (ed) Foreign policy in world politics, New Jersey ; Prentice-Hall, 1985, p. 114.

² *ibid*, p. 121.

³ COHEN Warren I., The Cambridge history of American foreign relations, Vol IV, America in the age of Soviet power, 1945 – 1991, Cambridge ; Cambridge University Press, 1993, p. 147.

⁴ ART, loc. cit.

dépendance vis-à-vis de la force militaire. Pendant cette phase, l'Exécutif américain a eu peu de difficulté à obtenir du Congrès le soutien considéré essentiel pour que l'Exécutif puisse poursuivre ses buts sur la scène politique internationale. Finalement, pendant la troisième phase, qui a commencé en 1969 et s'est prolongée au-delà de 1975, le point principal de cette politique était tempéré par une position d'action directe contre l'expansion du communisme envers une position de la « détente » entre les États-Unis et les deux principaux pays communistes du monde, la Russie et la Chine. L'instrument de cette phase a évolué vers une dépendance primordiale vis-à-vis des moyens politico-économiques. Le Congrès a commencé pendant cette phase à défier de plus en plus la prédominance du Président aux affaires étrangères, et il s'est mis à limiter, lentement mais progressivement, la souplesse d'action dont le Président avait tiré profit dans les actions de la politique étrangère des États-Unis depuis 1950.⁵ Le meilleur exemple de cette limitation du pouvoir du Président par le Congrès était dans la passation en 1973 de la Loi du Pouvoir de la Guerre (« the War Powers Act » en anglais), qui a annulé le veto présidentiel en empêchant son utilisation de la force militaire dans les affaires étrangères sans déclaration de guerre.⁶

C.2 La politique étrangère mondiale des États-Unis à partir du 1975 à 1992

D'un point de vue simpliste, on peut décrire la période de 1975 à 1992 comme une continuation de l'époque du « Containment » dans la politique étrangère des États-Unis. Tout au long de ces 17 années, comme pendant les 30 années précédentes, les États-Unis se sont efforcés de limiter l'expansion du communisme au monde entier. Il est à ce point que les parallèles directs avec les 30 années précédentes concluent toutefois quand on considère les différences profondes entre les deux superpuissances du point de vue de politique et économique pendant ces deux périodes distinctes, avant et après la fin de la guerre du Vietnam.⁷ Une analyse plus minutieuse de cette deuxième période dévoile qu'il y a deux phases distinctes qui se prêtent à une étude de la mise en œuvre mondiale de la politique étrangère américaine. Ces deux phases sont :

- a. la période de « détente et retranchement », de 1975 à 1979 ; et

⁵ *ibid*, p. 121.

⁶ COHEN, *op. cit.*, p. 196.

⁷ ART, *op. cit.*, p. 143.

h. la période appelée « la nouvelle guerre froide», de 1980 à 1992.⁸

Toutefois avant de considérer les deux phases de cette période, on devrait faire mention de l'année 1975 qui est une année très importante pendant la période de « Containment ».

C.21 Les changements de la politique étrangère des États-Unis en 1975

L'année 1975 est considérée comme l'un des tournants majeurs de la politique étrangère des États-Unis parce qu'elle a marqué la fin d'une époque où les États-Unis pouvaient faire ce qui leur plaisait,⁹ comme la seule superpuissance majeure du monde. Maintenant, ils ont trouvé qu'ils ont passés le cap de leur apogée de puissance et, en dépit du fait qu'ils sont restés le pays le plus fort du monde, les trois autres centres du monde (l'Union soviétique, l'Europe occidentale et le Japon) ont commencé à devenir plus forts au sens militaire et/ou économique. Cette augmentation en puissance des autres pays a réduit l'écart de puissance entre eux et les États-Unis. Bien que dominant encore sur la scène internationale, les États-Unis n'ont pas pu transformer cette suprématie dans une prépondérance totale comme entre 1945 et 1975.¹⁰

La première raison derrière de cette diminution de la suprématie américaine peut être retrouvée dans un facteur principal qui avait commencé d'exercer de grandes pressions sur la politique étrangère des États-Unis et qui changerait profondément son orientation future.¹¹ Ce facteur était le retrait final des derniers militaires américains du Vietnam après la fin de la guerre. Bien que le Vietnam fût d'une importance stratégique minimale aux États-Unis, les gouvernements successifs américains de l'époque « Pax Americana » ont craint que si le Vietnam devenait communiste, une réaction en chaîne (Domino Effect en anglais) vers le communisme se produirait dans le reste de la région de l'Asie sud-est, une région que les États-Unis ont considéré importante du point de vue économique et stratégique.¹² De 1961 à 1973, donc, les États-Unis ont fait une guerre au Vietnam contre les forces communistes Vietnamiennes, sous la politique de

⁸ *ibid.*

⁹ SAVIGEAR Peter, « The United States : Superpower in decline ? » in BAYLIS John and RENGGER N.J. (eds.) *Dilemmas of World Politics : International issues in a changing world*, Oxford ; Clarendon Press, 1992, p. 340.

¹⁰ ART, *op. cit.*, p. 115

¹¹ SAVIGEAR, *loc. cit.*

¹² COHEN, *op. cit.*, p. 150.

« Containment ». Puis, de 1973 à 1975, après le retrait américain officiel de la guerre, l'Exécutif américain a continué officieusement à donner un soutien militaire au gouvernement du Vietnam Sud sous forme de fonds, d'équipements militaires et de conseillers militaires américains. Finalement en 1975, ce soutien militaire a cessé. Les résultats de ce retrait pour les États-Unis sont allés au-delà des morts des 55 000 militaires américains, les pertes énormes de matériels dans la guerre et le désarroi émotionnel de la population américaine.¹³ Tout à coup, par opposition à la période pré-Vietnam, l'Exécutif américain n'a pas pu dépendre du soutien public, la puissance présidentielle aux affaires internationales était limitée par le Congrès par suite de la Loi du Pouvoir de la Guerre, et plus important encore, l'échec au Vietnam était considéré comme la fin de l'humiliation des États-Unis comme une superpuissance.¹⁴ Ces résultats de la guerre du Vietnam, souvent s'appelés « le syndrome du Vietnam », ¹⁵ changeraient profondément la politique étrangère américaine à la fin des années 1970 et pendant les années 1980.¹⁶

C.22 La période de « détente et retranchement » de 1975 à 1979

La période de 1975 à 1979 dans la politique étrangère américaine est souvent considérée comme la période de « détente et retranchement » (« détente and retrenchment » en anglais).¹⁷ Quoique la « détente » ait été déjà la direction principale dans la troisième phase de la politique étrangère américaine depuis 1969, la perte au Vietnam a accéléré sa mise en œuvre, avec les États-Unis se restreignant au monde entier. Bien que les trois caractéristiques principales du « Containment » aient commencé à s'éroder, elles n'étaient pas abandonnées entièrement. Plutôt que de continuer à multiplier leurs engagements autour du monde, les États-Unis ont commencé à les réduire, avec le retrait du Vietnam comme la démarche la plus significative. Plutôt que continuer à dépendre de la supériorité militaire pour achever leurs résultats politiques, les États-Unis ont accepté la parité approximative des forces nucléaires avec l'URSS, et ils étaient forcés de recourir aux manigances diplomatiques

¹³ ROSKIN Michael et BERRY Nicholas, *IR : An introduction to international relations*, New Jersey ; Prentice-Hall, 1990, p. 70.

¹⁴ SAVIGEAR, *op. cit.*, p. 340.

¹⁵ MELANSON Richard A., *American foreign policy since the Vietnam War*, second edition, *The search for consensus from Nixon to Clinton*, New York ; St Martin's Press, 1996, p 1.

¹⁶ SAVIGEAR, *op. cit.*, p. 341.

¹⁷ ART, *op. cit.*, p. 143.

sur la base d'un monde bipolaire équilibré. Plutôt que le recours de l'Exécutif à l'utilisation rapide et facile de l'intervention militaire dans tous les 'points chauds' du monde au nom de la bataille contre l'expansion du communisme, la Loi du Pouvoir de la Guerre de 1973 a mis une entrave à ce pouvoir présidentiel.¹⁸

La politique de « détente et retranchement » de 1975 à 1979 en tant que telle a aidé à la consolidation et au retrait des États-Unis de leur position de fragilité. Cela ne veut pas dire un recul du but de la limitation de l'expansion du communisme au monde entier, mais plutôt une recherche des moyens nouveaux pour persévérer vers ce but ancien. Par conséquent, pendant cette période, la politique étrangère américaine a eu trois aspects clé, soient:

- a. la recherche pour la « détente » avec les adversaires principaux des États-Unis, à savoir l'URSS et la Chine.
- b. la résolution des difficultés avec leurs principaux alliés en Europe occidentale et le Japon à cause de la réduction perçue dans le niveau du soutien militaire et de la protection contre le communisme avec l'engagement par « détente » entre les États-Unis et l'URSS et la Chine toujours croissant ;
- c. finalement, une volonté diminuée de supporter tout seul le prix nécessaire pour soutenir la structure économique du monde libre, à cause de facteurs économiques tels une crise économique domestique , la crise du pétrole brut et l'augmentation du prix global du pétrole.¹⁹

C.23 « La nouvelle guerre froide» de 1980 à 1992

Les États-Unis sont entrés les années 1980 avec un renversement de la politique de « détente et retranchement » qu'ils ont poursuivi dans toutes les années 1970. De 1980 à 1992, la politique étrangère américaine a existé dans une nouvelle époque souvent appelée « la nouvelle guerre froide », ce qui était une tentative de retourner à la période précise des années 1950 et des années 1960.²⁰ Cette nouvelle époque était marquée par une escalade du discours agressif entre les États-Unis et l'URSS, une plus

¹⁸ *ibid.*

¹⁹ *ibid.*

²⁰ SAVIGEAR, *op. cit.*, p. 335.

grande dépendance sur les moyens militaires et une détermination acharnée à mettre en balance l'influence russe où et quand cela était nécessaire.²¹

Au début des années 1980, sous l'Administration du Président Carter (le Président américain de 1977 à 1981), les États-Unis cherchent à améliorer sensiblement leur budget de la défense ; ils abandonnent toutes les formes de « détente » et mettent en suspens tous les accords sur la « démilitarisation » qui étaient en cours ; ils commencent à élargir leurs engagements mondiaux avec tout d'abord « la doctrine Carter » et puis par l'établissement d'une force militaire interventionniste mondiale appelée Force de Déploiement Rapide (« Rapid Deployment Force » en anglais).²²

Avec le changement du gouvernement du Président Carter au Président Reagan (le Président américain de 1981 à 1989), l'approche de la politique étrangère américaine est restée la même, mais l'intensité a augmenté. Cette augmentation d'intensité a pris en général la forme d'un accroissement de la puissance militaire américaine et de tenir l'URSS strictement responsable face au monde entier. Sous l'administration du Président Reagan, les États-Unis ont essayé de vaincre toutes les formes du communisme représentant les forces principales du Mal du monde,²³ pour apaiser en partie les blessures de l'embarras national que les États-Unis avaient souffert pendant les années 1970.²⁴ En même temps, les américains ont eu peur d'une guerre nucléaire ou de l'engagement dans une autre guerre du Vietnam, et donc, l'administration était obligée de poursuivre une politique sévère du contrôle des armements globaux et de renoncer tous les intentions d'un engagement en Amérique centrale, publiquement au moins.²⁵ Néanmoins, l'époque du Président Reagan a fait démarrer le rêve américain de pertinence mondiale.²⁶

Pendant les trois dernières années de cette phase de « la nouvelle guerre froide » jusqu'à 1992, George Bush (le Président américain de 1989 à 1993) a mené les États-Unis. Souvent appelé « la présidence transitoire », ces trois années étaient marquées par

²¹ ART, op. cit., p. 159.

²² *ibid.*

²³ MELANSON, op. cit., p. 290.

²⁴ *op. cit.* p. 296.

²⁵ *op. cit.* p. 290.

²⁶ *op. cit.* p. 296.

le dernier acte de la fin de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique.²⁷ Au lieu de continuer l'agression ouverte envers le communisme de la période de « Containment » depuis 1992, Le Président Bush a pris le contrôle de la direction américaine à l'époque où des objectifs stratégiques devaient être établis pour atténuer la transition de l'Union soviétique et de l'Europe orientale vers un monde d'après guerre froide.²⁸

Les circonstances changeantes du monde ont nécessité que les États-Unis reconsidèrent leur influence mondiale. Comme l'unique superpuissance du mondiale restante, les États-Unis ont pu profiter de leur position stratégique dominante pour conduire les initiatives de paix et de stabilité régionale dans les régions vitales du monde. La résolution positive de la Guerre du Golfe a aidé les États-Unis à réaffirmer leur influence sur le processus continu pour la paix entre les pays arabes et Israël. La reformulation du paysage stratégique de l'Europe et la Russie était achevé par les actions américaines pour réunifier l'Allemagne, à redéfinir le rôle et la direction de l'OTAN et à négocier les accords décisifs pour la réduction des armes conventionnelles et nucléaires avec les pays soviétiques. Les États-Unis aussi ont lutté pour établir des relations avec la Chine et la Russie dans le but de la préservation de la stabilité régionale.²⁹

En même temps, les États-Unis ont reconnu l'importance de meilleurs liens économiques avec le reste du monde. Les initiatives telles que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)³⁰ et les négociations commerciales globales, aussi bien que la promotion active des autres initiatives régionales, comme le groupe pour la coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC),³¹ étaient des signes importants de la vision nouvelle de la politique étrangère des États-Unis. Cette vision d'un monde après la Guerre froide était dominée par un climat de coopération multilatérale des points de vue stratégique et économique et qui était menée par les États-Unis et était soutenue par les autres puissances du monde.³²

²⁷ op. cit. p. 297.

²⁸ ibid.

²⁹ ZOELLICK Robert B., « A Republican foreign policy » in *Foreign Affairs*, Vol 79, no. 1, New York ; *Foreign Affairs*, janvier / février 2000, pp. 63-64.

³⁰ ALÉNA est « the North American Free Trade Agreement » ou NAFTA en anglais.

³¹ APEC veut dire « Asia-Pacific Economic Cooperation » en anglais.

³² ZOELLICK Robert B., loc. cit.

C.3 La politique étrangère mondiale des États-Unis à partir du 1992 à 2000

Quoique la politique étrangère des États-Unis entre 1945 et 1992 puisse être facilement considérée sous l'égide du « Containment », telle simplicité de définition ne peut pas s'étendre à une considération de cette politique au monde pendant la période après la Guerre froide depuis 1992. Subitement, les rivalités bipolaires des 47 années ont disparu, laissant un monde qui aurait dû devenir en théorie unipolaire, avec les États-Unis comme la seule puissance dominante.

Le monde auquel les États-Unis se sont trouvés confrontés après 1992 était considérablement différent du monde des années de la Guerre froide. Avec la désintégration de l'URSS, leur ennemi de la Guerre froide, les États-Unis sont restés dans une position de prépondérance sans précédent. L'économie américaine a continué à devenir plus grande que les autres nations, soit 40 pour cent plus grosse que leur concurrent le plus proche en 2000 et avec des dépenses en matière de défense américaine qui étaient l'égal des dépenses des six pays suivants combinés. Aujourd'hui, les États-Unis mènent le monde en matière d'éducation universitaire, de recherche scientifique et de technologie supérieure et informatique.³³ Cette domination mondiale aggrave les difficultés pour les autres nations à réduire l'écart entre les deux niveaux de puissance. Cette écart de puissance a fourni aux États-Unis une position stratégique qui n'est pas prévue être menacée par un autre pays pendant le siècle actuel. Cette position stratégique américaine sans égal a créé trois conséquences importantes mais aussi paradoxales pour les États-Unis dans la conduite de leur politique étrangère.³⁴

Tout d'abord, la prépondérance américaine accorde aux États-Unis une liberté d'agir qui est presque illimitée. Contrairement à la période de la Guerre froide lorsque les menaces et les actions de l'URSS ont défini les priorités et ont imposé les règles sur la conduite de la politique étrangère américaine, les États-Unis de la période après la Guerre froide sont assurés avec leur gros excédent de puissance économique et militaire de pouvoir poursuivre leurs objectifs théoriquement comme ils veulent. Bien sûr, le gouvernement des États-Unis doit faire preuve de beaucoup de prudence avec cette mise

³³ WALT Stephen M., « Two cheers for Clinton's foreign policy » in *Foreign Affairs*, Vol 79, no. 2, New York ; *Foreign Affairs*, mars / avril 2000, p. 64.

³⁴ *ibid.*

en œuvre pour limiter tous les conflits politiques potentiels avec leurs alliés occidentaux traditionnels.³⁵

Deuxièmement, la position favorable des États-Unis à l'échelle mondiale après la Guerre froide veut dire qu'il y a moins à gagner sur la scène internationale par leurs actions. En tant que puissance dominante du monde, ils ont l'avantage d'être considérablement plus gros que tous leurs adversaires comme l'Irak, la Corée du nord et la Yougoslavie. Bien qu'il y ait nombreux problèmes dans le monde aujourd'hui qui méritent l'attention américaine, les États-Unis ne se trouvent pas facilement face aux défis géopolitiques imminents auxquels ils ont été confrontés pendant le vingtième siècle. Paradoxalement par conséquent, l'unipolarisation du monde a donné aux États-Unis une énorme influence des points de vue économique et militaire, mais sans nécessité d'utiliser ces leviers d'influence.³⁶

Finalement, la prépondérance des États-Unis et leur suprématie mondiale ont produit une situation où les citoyens américains ont perdu tout intérêt aux affaires étrangères. En tant que tel, le public américain est ambivalent à la formulation de la politique étrangère des États-Unis, et préfèrent leur politique intérieure. Cette attitude s'est traduit directement dans la position officieuse du gouvernement, avec le commentaire souvent constaté que le Président Clinton n'est pas « le grand homme d'État des affaires étrangères » comme ses prédécesseurs.³⁷

Ces trois déterminants ont conduit la politique étrangère des États-Unis depuis 1992 pendant le mandat du gouvernement Clinton. Cette politique étrangère des États-Unis a eu les quatre buts principaux suivants pendant cette période :

- a. Amenuiser les compétitions de sécurité et le risque de guerre dans les régions de l'Europe, de l'Asie de l'est et du Moyen-Orient, par la continuation de l'engagement militaire dans ces régions, tout en gardant la supériorité mondiale américaine.
- b. Réduire la menace des armes de destruction massive (WMD).³⁸
- c. Encourager une économie mondiale plus ouverte et plus productive qui soit avantageuse pour la prospérité économique des États-Unis.

³⁵ *ibid.*

³⁶ *ibid.*, pp. 64-65.

³⁷ *ibid.*, p ; 65.

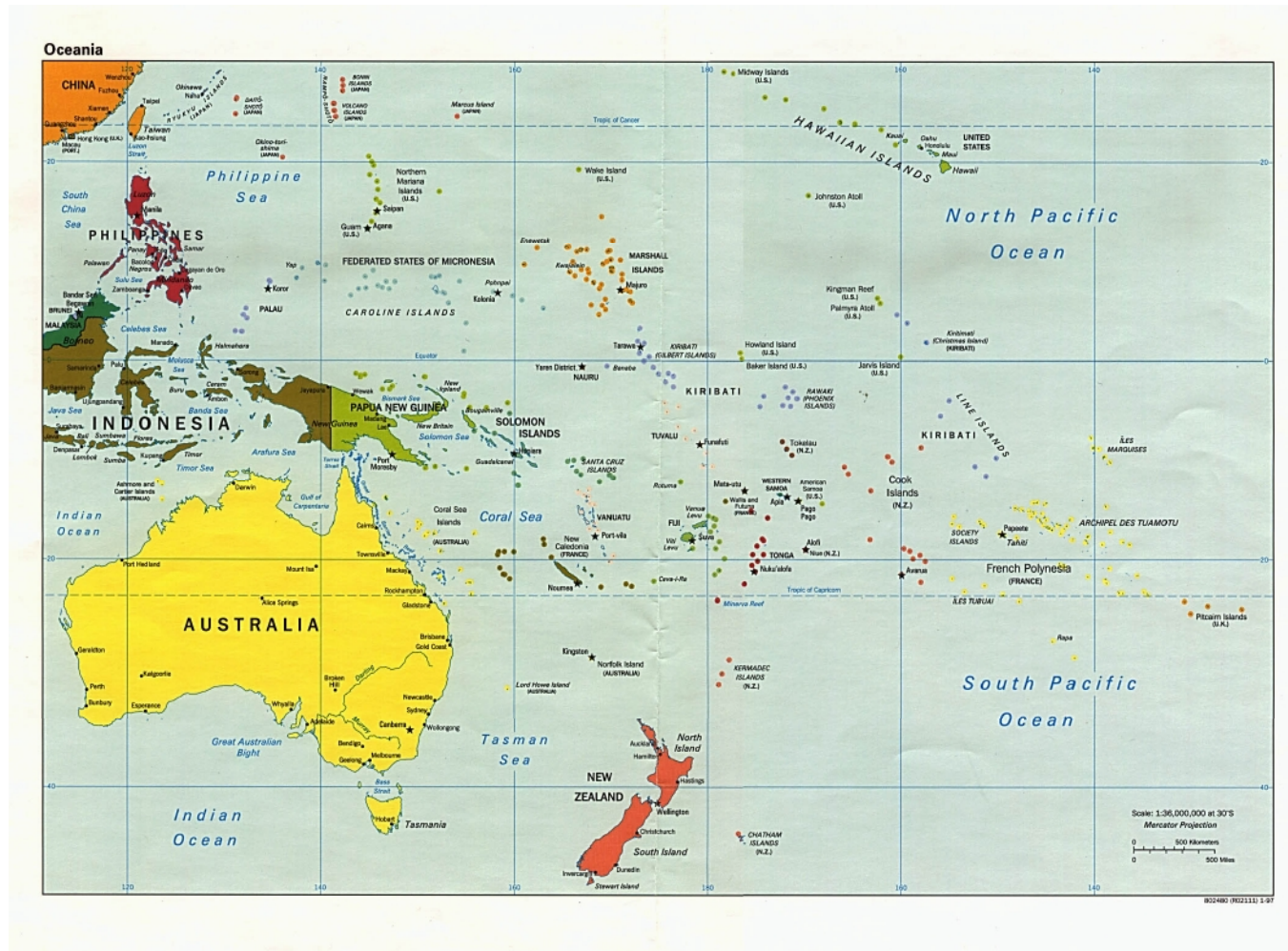
³⁸ WMD veut dire « Weapons of Mass Destruction » en anglais.

- d. Bâtir un ordre mondial qui soit compatible avec les valeurs fondamentales américaines par l'encouragement de la croissance de la démocratie et par l'utilisation de la force militaire contre les abus majeurs des droits de l'homme.³⁹

³⁹ WALT, loc. cit.

Annexe B

Une carte des pays et chaînes d'îles qui forment le Pacifique sud



¹ Centre des Études des Îles Pacifiques, Une carte de la région du Pacifique sud 2000, www.hawaii.edu/cpis, Hawaii ; le site de l'Internet du CPIS 2000.